

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

17 décembre 2021

PROJET DE LOI**contenant le Budget général des dépenses
pour l'année budgétaire 2022****AVIS****sur la section 32 - SPF Économie, PME,
Classes moyennes et Énergie****(partim : Relance et
investissements stratégiques)****RAPPORT**FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE L'ÉCONOMIE,
DE LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS
ET DE L'AGENDA NUMÉRIQUE
PAR
M. Patrick PRÉVOT**SOMMAIRE**

Pages

I. Exposé introductif du secrétaire d'état pour la relance et les investissements stratégiques	3
II. Discussion	3
III. Avis	26

*Voir:*Doc 55 **2292/ (2021/2022):**001: Projet de loi.
002: Amendements.
003 et 004: Rapports.
005: Amendements.
006 à 035: Rapports.BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

17 december 2021

WETSONTWERP**houdende de Algemene uitgavenbegroting
voor het begrotingsjaar 2022****ADVIES****over sectie 32 – FOD Economie, KMO,
Middenstand en Energie****(partim: Relance en
Strategische investeringen)****VERSLAG**NAMENS DE COMMISSIE
VOOR ECONOMIE,
CONSUMENTENBESCHERMING
EN DIGITALE AGENDA
UITGEBRACHT DOOR
DE HEER **Patrick PRÉVOT****INHOUD**

Blz.

I. Inleidende uiteenzetting van de staatssecretaris voor relance en strategische investeringen.....	3
II. Bespreking.....	3
III. Advies.....	26

*Zie:*Doc 55 **2292/ (2021/2022):**001: Wetsontwerp.
002: Amendementen.
003 en 004: Verslagen.
005: Amendementen.
006 tot 035: Verslagen.

05991

**Composition de la commission à la date de dépôt du rapport/
Samenstelling van de commissie op de datum van indiening van het verslag**
Président/Voorzitter: Stefaan Van Hecke

A. — Titulaires / Vaste leden:

N-VA	Michael Freilich, Katrien Houtmeyers, Anneleen Van Bossuyt
Ecolo-Groen	N ., Stefaan Van Hecke, Dieter Vanbesien, Albert Vicaire
PS	Christophe Lacroix, Leslie Leoni, Patrick Prévot
VB	Erik Gilissen, Reccino Van Lommel
MR	Denis Ducarme, Florence Reuter
CD&V	Leen Dierick
PVDA-PTB	Roberto D'Amico
Open Vld	Kathleen Verhelst
Vooruit	Melissa Depraetere

B. — Suppléants / Plaatsvervangers:

Peter De Roover, Joy Donné, Frieda Gijbels, Wouter Raskin
Laurence Hennuy, Eva Platteau, Olivier Vajda, Gilles Vanden Burre
Malik Ben Achour, Chanelle Bonaventure, Ahmed Laaouej, Philippe Tison
Katleen Bury, Wouter Vermeersch, Hans Verreyt
Nathalie Gilson, Kattrin Jadin, Benoît Piedboeuf
Koen Geens, Jef Van den Bergh
Maria Vindevoghel, Thierry Warmoes
Robby De Caluwé, Christian Leysen
Anja Vanrobaeys, Kris Verduyck

C. — Membres sans voix délibérative / Niet-stemgerechtigde leden:

cdH	Maxime Rohvot
DéFI	Sophie Rohonyi

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurd papier)

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a examiné la section 32 - SPF Économie (*partim*: Relance et Investissements stratégiques) du projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2022 (DOC 55 2292/001), ainsi que sa justification et la note de politique générale y afférente (DOC 55 2293/016 et 2294/009), au cours de sa réunion du 6 décembre 2021.

I. — EXPOSÉ INTRODUCTIF DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT POUR LA RELANCE ET LES INVESTISSEMENTS STRATÉGIQUES

M. Thomas Dermine, secrétaire d'État pour la Relance et les Investissements stratégiques, chargé de la Politique scientifique, adjoint au ministre de l'Economie et du Travail, présente sa note de politique générale pour l'année budgétaire 2022.

Pour l'exposé, il est renvoyé à la note de politique générale (DOC 55 2294/009).

II. — DISCUSSION

A. Questions et observations des membres

Mme Katrien Houtmeyers (N-VA) formule d'abord quelques remarques générales. La relance relève en grande partie de la compétence des entités fédérées et, si nécessaire, le gouvernement fédéral peut mener une politique asymétrique. Il est donc important qu'il dialogue et coopère avec les entités fédérées et les autorités locales.

Selon la Banque nationale, l'aide européenne liée à la pandémie de coronavirus représente, en moyenne, 2,3 % du PIB pour les pays européens, mais dans le cas de la Belgique, elle ne représente que 1,2 % du PIB, soit 5,9 milliards d'euros. Cette aide aurait donc pu être de 12 milliards. Cela signifie que nous avons été trop rapides à accepter le compromis européen.

Nous devons veiller strictement à ce que l'argent aille à des investissements tournés vers l'avenir et non à des dépenses courantes. Les investissements publics doivent être des investissements productifs avec un rendement économique.

Nous avons toujours un déficit public important, et il est nécessaire de procéder à des assainissements,

DAMES EN HEREN,

Uw commissie heeft sectie 32 – FOD Economie (*partim*: Relance en strategische investeringen) van het ontwerp van algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2022 (DOC 55 2292/001), alsook de daaraan gerelateerde verantwoording en beleidsnota (DOC 55 2291/03 en 2294/009) besproken tijdens haar vergadering van 6 december 2021.

I. — INLEIDENDE UITEENZETTING VAN DE STAATSSECRETARIS VOOR RELANCE EN STRATEGISCHE INVESTERINGEN

De heer Thomas Dermine, staatssecretaris voor Relance en Strategische Investeringsen, belast met Wetenschapsbeleid, toegevoegd aan de minister van Economie en Werk, stelt zijn beleidsnota voor het begrotingsjaar 2022 voor.

Voor die uiteenzetting wordt verwezen naar de algemene beleidsnota (DOC 55 2294/009).

II. — BESPREKING

A. Vragen en opmerkingen van de leden

Mevrouw Katrien Houtmeyers (N-VA) formuleert eerst een aantal algemene opmerkingen. Relance is goeddeels een bevoegdheid van de deelgebieden en de federale overheid kan indien nodig een asymmetrisch beleid voeren. Het is dus belangrijk dat ze in dialoog gaat en samenwerkt met de deelstaten en de lokale overheden.

Volgens de Nationale Bank ontvangen de Europese landen gemiddeld 2,3 % bbp aan Europese coronasteun, voor België is dat echter slechts 1,2 % bbp of 5,9 miljard. Dat had dus 12 miljard kunnen zijn. Dat betekent dat we te snel zijn ingegaan op het Europese compromis.

We moeten er strikt op toezien dat het geld gaat naar toekomstgerichte investeringen en niet naar lopende uitgaven. De overheidsinvesteringen moeten productieve investeringen zijn met een economisch rendement.

Wij kampen nog met een groot overheidstekort en er moet dan ook worden gesaneerd, zowel door een

tant par une réforme du marché du travail que par des mesures fiscales.

En plus d'un gouvernement fort, les entreprises privées jouent également un rôle important dans la relance. Elles créent des emplois et de la valeur ajoutée et sont le moteur de notre économie. La transparence est cruciale et le groupe N-VA a demandé à plusieurs reprises à avoir accès aux documents. Le secrétaire d'État Dermine s'est référé à plusieurs reprises aux ministres compétents, mais il joue tout de même un rôle de coordination en la matière.

Mme Houtmeyers aborde ensuite un certain nombre de points concrets. Il est positif que le gouvernement ait fourni une aide aux entreprises dans le cadre de la pandémie de coronavirus et limité le nombre de faillites, mais les mesures ont souvent été trop générales et arbitraires. À circonstances exceptionnelles, mesures exceptionnelles, certes, mais ces circonstances exceptionnelles durent depuis près de deux ans maintenant et nous vivons déjà la quatrième vague. Il est nécessaire de prendre des mesures plus ciblées et d'établir une distinction entre les entreprises viables et non viables.

Un gouvernement fort doit apporter le soutien nécessaire en temps de crise, mais lors des bonnes années, il faut assainir les finances publiques et réformer et moderniser la réglementation. En effet, les dettes doivent être remboursées à un moment donné et nous avons déjà un énorme déficit public.

Le secrétaire d'État Dermine a déclaré vouloir porter les investissements publics à 4 % d'ici 2030 et déjà à 3,5 % d'ici 2024. L'intervenante se félicite qu'il ne plaide pas seulement pour une augmentation des investissements publics, mais aussi pour une amélioration de ces investissements. Les retombées économiques doivent toujours être prises en compte: il doit s'agir d'investissements productifs et durables. Qu'entend-on exactement par "investissements productifs"?

Les investissements publics doivent également être des leviers pour mobiliser des capitaux privés. Comment cela sera-t-il réalisé? Il est nécessaire de mettre en place un cadre budgétaire strict, une discipline budgétaire et de faire des choix budgétaires.

Le plan de relance et d'investissement a été approuvé par la Commission européenne il y a environ cinq mois. Le secrétaire d'État a annoncé le premier rapport officiel pour avril, alors qu'il aurait dû déjà être disponible en janvier. Quand ce rapport d'avancement sera-t-il disponible? Selon le rapport informel déjà disponible, 80 % des investissements seraient sur la bonne

hervorming van de arbeidsmarkt als door het nemen van fiscale maatregelen.

Naast een krachtige overheid spelen ook private ondernemingen een grote rol in de relance. Zij creëren jobs en toegevoegde waarde en zijn de motor van onze economie. Transparantie is cruciaal en de N-VA-fractie vroeg al meermaals om over de documenten te kunnen beschikken. Staatssecretaris Dermine verwees meermaals naar de vakministers, maar hij heeft ter zake wel degelijk een coördinerende rol.

Mevrouw Houtmeyers gaat vervolgens in op een aantal concrete punten. Het is goed dat de overheid coronasteun heeft verleend aan de bedrijven en het aantal faillissementen heeft beperkt, maar vaak waren de maatregelen te algemeen en willekeurig. Uitzonderlijke omstandigheden vergen weliswaar uitzonderlijke maatregelen, maar de uitzonderlijke omstandigheden duren nu al bijna twee jaar en intussen maken we al de vierde golf mee. Er is nood aan fijnmazigere en gerichtere maatregelen en daarbij moet een onderscheid worden gemaakt tussen levensvatbare en niet-levensvatbare bedrijven.

Een krachtige overheid moet in tijden van crisis de nodige steun geven, maar in goede jaren moeten de overheidsfinanciën op orde worden gezet en moet de regelgeving worden hervormd en gemoderniseerd. Schulden moeten immers op een bepaald ogenblik worden terugbetaald en we kampen nu al met een enorm overheidstekort.

Staatssecretaris Dermine zegt de overheidsinvesteringen tegen 2030 op 4 % te willen brengen en in 2024 al op 3,5 %. De spreekster vindt het positief dat hij niet alleen voor meer, maar ook voor betere overheidsinvesteringen pleit. Er moet steeds rekening worden gehouden met de economische return: het moet gaan om productieve en duurzame investeringen. Wat wordt er precies bedoeld met 'productieve investeringen'?

Overheidsinvesteringen moeten ook hefboomen zijn om privékapitaal te mobiliseren. Hoe zal dat worden gerealiseerd? Er is nood aan een strak budgettair kader, begrotingsdiscipline en er moeten budgettaire keuzes worden gemaakt.

Het herstel- en investeringsplan werd een vijftal maanden geleden goedgekeurd door de Europese Commissie. De staatssecretaris kondigde het eerste officiële rapport aan voor april, terwijl dat er eigenlijk al in januari zou moeten zijn. Wanneer zal dat voortgangsrapport ter beschikking worden gesteld? Volgens het reeds beschikbare informele rapport zou 80 % van de investeringen

voie. Cela signifie que, pour 20 % d'entre eux, certains points importants doivent encore être examinés avec la Commission européenne et les entités fédérées. Quels sont ces points et comment seront-ils abordés? Le projet de suivi abordera-t-il tant les projets financés avec des moyens européens que ceux financés avec des ressources fédérales?

Les investissements supplémentaires et les mesures d'accompagnement dans le cadre de la programmation complémentaire au Plan national pour la reprise et la résilience, pour un montant de 1,3 milliard d'euros, proviendront du budget ordinaire. Il existe un cadre clair pour les projets financés par les fonds européens. Le secrétaire d'État a indiqué qu'il souhaitait évaluer l'octroi des ressources fédérales sur la base des critères européens. L'intervenante souhaite plus de précisions à ce sujet, afin de permettre un suivi des objectifs.

Les investissements et les mesures d'accompagnement du Plan de redémarrage et de transition concernent 26 projets pour un milliard d'euros. Auparavant, il était question de 40 projets pour un montant de 3,3 milliards d'euros. L'ampleur et les contours des projets qui l'ont emporté sont-ils clairs? De quoi s'agit-il exactement? Quelles analyses, quels contrôles et quels examens sont effectués avant l'approbation des projets? L'intervenante suppose qu'ils seront également abordés dans le rapport de suivi semestriel.

L'intervenante rappelle la nécessité de soutenir les entreprises touchées par la crise sanitaire, de renforcer leur solvabilité et de les aider à relever les futurs défis liés au changement climatique, à la numérisation, etc. L'aide devrait toutefois être réservée aux entreprises viables qui étaient saines avant le début de la pandémie. Comment le secrétaire d'État va-t-il veiller, en collaboration avec les ministres Clarinval et Dermagne, à ce que l'aide aboutisse effectivement à ces entreprises-là?

M. Dieter Vanbesien (Ecolo-Groen) déclare que son groupe soutient les plans d'investissement ambitieux du secrétaire d'État. Les investissements sont en effet le meilleur moyen de sortir d'une situation de crise, contrairement aux mesures d'austérité. Le Pacte européen de stabilité et de croissance a été temporairement suspendu, mais sera probablement appliqué à nouveau à partir de 2023. Le débat européen sur l'inclusion ou non des investissements dans les chiffres du budget va bientôt commencer. Le secrétaire d'État s'était-il déjà concerté à ce sujet avec le ministre Van Peteghem? Les deux ministres sont-ils sur la même longueur d'onde et si oui, laquelle?

op de goede weg zitten. Dat betekent dat er voor 20 % nog aandachtspunten moeten worden besproken met de Europese Commissie en de deelstaten. Wat zijn die aandachtspunten en op welke manier zullen ze worden aangepakt? Zullen zowel de met Europese middelen als met federale middelen gefinancierde projecten in het opvolgingsproject aan bod komen?

De extra investeringen en begeleidende maatregelen in het raam van de aanvullende programmering bij het nationaal plan voor herstel en veerkracht, goed voor 1,3 miljard euro, komen uit de gewone begroting. Voor de projecten die met Europese middelen worden gefinancierd, bestaat er een duidelijk kader. De staatssecretaris gaf aan de toekenning van de federale middelen aan de Europese criteria te willen toetsen. De spreekster wenst daarover meer verduidelijking, om een monitoring van de doelstellingen mogelijk te maken.

De investeringen en begeleidende maatregelen van het herstart- en transitieplan hebben betrekking op 26 projecten voor 1 miljard euro. Eerder was er sprake van 40 projecten voor 3,3 miljard euro. Zijn de omvang en de contouren van de projecten die het haalden, duidelijk? Waarover gaat het precies? Welke analyses, controles en doorlichtingen vinden er plaats voor projecten worden goedgekeurd? De spreekster gaat ervan uit dat ze ook aan bod zullen komen in het halfjaarlijkse opvolgingsrapport.

De spreekster benadrukt nog eens dat de door de coronacrisis getroffen ondernemingen moeten worden ondersteund, dat hun solvabiliteit moet worden versterkt en dat ze moeten worden geholpen om de toekomstige uitdagingen op het stuk van klimaatverandering, digitalisering, enzovoort, aan te gaan. De steun moet echter gaan naar levensvatbare ondernemingen die gezond waren voor de aanvang van de pandemie. Hoe zal de staatssecretaris er, samen met minister Clarinval en minister Dermagne, voor zorgen dat de steun bij die bedrijven terecht komt?

De heer Dieter Vanbesien (Ecolo-Groen) geeft aan dat zijn fractie de ambitieuze investeringsplannen steunt. Investeringsplannen zijn inderdaad de weg om uit een crisissituatie te geraken, in tegenstelling tot besparingen. Het Europese stabiliteits- en groeipact werd tijdelijk opgeschort, maar zal wellicht vanaf 2023 opnieuw worden toegepast. Het Europese debat over het al dan niet opnemen van de investeringen in de begrotingscijfers gaat binnenkort van start. Had de staatssecretaris daarover al overleg met bevoegd minister Van Peteghem? Zitten beide ministers op dezelfde golflengte en welke is dat dan?

Évoquant la préoccupation de Mme Houtmeyers concernant le soutien éventuel à des entreprises zombies, M. Vanbesien souligne que ce critère a été pris en compte dès le départ. Les retours d'information de la Banque nationale évoqués depuis un an et demi en commission des Finances semblent indiquer que par rapport à d'autres pays européens, notre pays a bel et bien octroyé des aides ciblées.

M. Patrick Prévot (PS) souligne qu'il y a un an, on a dû constater que la Belgique était en retard par rapport à ses voisins dans l'élaboration de son plan de relance. Il a donc été décidé que l'accent serait mis en premier lieu sur la méthode de travail à élaborer avec les entités fédérées, ainsi que sur le volet européen, avec le plan de relance et de résilience. Le secrétaire d'État et son équipe ont particulièrement bien travaillé sur ce dernier volet et sont même allés plus loin, avec la programmation complémentaire de 328 millions pour la Régie des bâtiments, les "quartiers du futur" de la Défense et les scanners pour les douanes. Lors du conclave budgétaire d'octobre, une enveloppe supplémentaire d'un milliard d'euros a été prévue pour financer 26 projets supplémentaires. Enfin, un certain nombre d'instruments de financement ont été mis à disposition: le fonds fédéral de transformation dans le cadre de la SFPI (750 millions d'euros) et un montant de 350 millions d'euros pour renforcer la solvabilité des entreprises touchées par la crise du COVID. Un travail considérable a donc été accompli au cours de l'année écoulée.

La responsabilité politique consiste maintenant à assurer la bonne mise en œuvre des 65 projets fédéraux. Le secrétaire d'État a pris des mesures qui ouvrent la possibilité d'une gestion budgétaire plus souple. Ainsi, le fonds pour le climat, le fonds de transition et le fonds pour la relance sont autorisés à présenter une position débitrice. Des mesures d'accompagnement ont également été prises, notamment la création d'un Conseil Supérieur des Investissements Publics. Le Parlement peut jouer pleinement son rôle de contrôle à cet égard, non seulement à l'égard du secrétaire d'État Dermine, mais aussi à l'égard de tous les ministres qui mettent en œuvre les mesures de relance. Ceci est particulièrement important pour les 36 projets du volet européen, pour lesquels le travail s'effectuera par tranches et par phases. Tant la majorité que l'opposition seront vigilantes à cet égard.

M. Patrick Prévot souhaite obtenir davantage d'informations sur le contenu concret de l'enveloppe d'un milliard d'euros sur laquelle une décision est intervenue lors du dernier conclave budgétaire, et plus particulièrement sur les 26 projets supplémentaires. Il se demande également si l'enveloppe européenne diminuera en cas

Wat de bezorgdheid van mevrouw Houtmeyers over het mogelijke ondersteunen van zombiebedrijven betreft, wijst de heer Vanbesien erop dat er van meet af aan rekening werd gehouden met dat criterium. Uit de terugkoppeling van de Nationale Bank in de commissie Financiën gedurende het voorbije anderhalf jaar is gebleken dat ons land in vergelijking met andere Europese landen wel degelijk gerichte steun heeft toegekend.

De heer Patrick Prévot (PS) wijst erop dat een jaar geleden moest worden vastgesteld dat België in vergelijking met zijn buurlanden achterophinkte bij het opstellen van het relanceplan. Daarom zou er in de eerste plaats worden gefocust op de werkmethode die met de deelgebieden zou worden uitgewerkt, alsook op het Europese onderdeel, met het plan voor herstel en veerkracht. De staatssecretaris en zijn team hebben dat laatste onderdeel bijzonder goed aangepakt en men is zelfs nog verder gegaan, met de aanvullende programmering ten bedrage van 328 miljoen voor de Regie der Gebouwen, de kwartieren van de toekomst van Defensie en de scanners voor de douane. Op het begrotingsconclaaf van oktober werd een extra enveloppe van 1 miljard euro in het vooruitzicht gesteld om 26 extra projecten te financieren. Tot slot werd een aantal financieringsinstrumenten ter beschikking gesteld: het federaal transformatiefonds in het kader van de FPIM (750 miljoen euro) en 350 miljoen euro om de solvabiliteit van de door de COVID-crisis getroffen bedrijven te versterken. Er werd het voorbije jaar dus al heel wat werk verzet.

Dé politieke verantwoordelijkheid bestaat er nu in te zorgen voor de goede uitvoering van de 65 federale projecten. De staatssecretaris heeft maatregelen genomen om een soepeler begrotingsbeheer mogelijk te maken. Zo mogen het klimaat-, het transitie- en het relancefonds een debetpositie vertonen. Daarnaast werden ook begeleidingsmaatregelen genomen, onder meer de oprichting van een hoge raad voor overheidsinvesteringen. Het Parlement kan in dezen zijn controletaak ten volle spelen, niet alleen ten aanzien van staatssecretaris Dermine, maar ten aanzien van alle ministers die de relancemaatregelen ten uitvoer leggen. Dat is in het bijzonder belangrijk voor de 36 projecten van het Europese onderdeel, waarvoor er per schijf en gefaseerd zal worden gewerkt. Zowel de meerderheid als de oppositie zullen daar nauwlettend op toezien.

De heer Patrick Prévot wenst meer informatie over de concrete inhoud van de enveloppe van 1 miljard euro waarover tijdens het jongste begrotingsconclaaf werd beslist en meer bepaald over de 26 projecten. Ook vraagt hij zich af of de Europese enveloppe zal dalen wanneer het bbp zich zou herstellen. Daarover zou er

de reprise du PIB. On devrait apparemment en savoir plus à ce sujet en juin 2022. Ce risque financier peut-il être évalué dès aujourd'hui et quelles sont les options dont dispose la Belgique si l'enveloppe de 5,9 milliards devait être rabotée?

Le groupe PS souscrit aux constats concernant le sous-investissement structurel en Europe et certainement en Belgique, et concernant aussi les défis structurels auxquels nous sommes confrontés, notamment le défi climatique et la nécessité de changer nos modes de production et de consommation. Dans ces conditions, le secrétaire d'État estime-t-il que l'effort fédéral de 2,6 milliards d'euros supplémentaires est suffisant? Cette effort d'investissement fait en sorte que le taux d'investissement public augmentera pour la première fois depuis 40 ans, passant de 2,5 % à 3,5 % en 2024, même s'il faudra sans doute encore intensifier cet effort à l'avenir. Selon M. Patrick Prévot, la note de politique générale va dans la bonne direction. Le groupe PS soutient les mesures qui visent à faire évoluer notre pays vers une économie décarbonée et à faire en sorte que l'État investisse massivement dans la relance, la transition climatique et la mobilité de demain.

M. Reccino Van Lommel (VB) souligne que la question du sous-investissement de l'État a déjà été évoquée précédemment en commission. Ce sous-investissement se reflète notamment dans nos infrastructures, qui sont relativement obsolètes. L'intervenant souligne que la part fédérale, dans les investissements publics en Belgique, est relativement faible: ce sont principalement les villes et les communes qui investissent, suivies par les Régions et, enfin, par l'État fédéral. La répartition des fonds du plan de relance et de résilience n'a pas été sans poser quelques problèmes. Le groupe VB regrette à cet égard que des projets liés à l'énergie nucléaire du futur n'aient pas été inclus dans les projets de transition énergétique, comme c'est le cas dans d'autres pays européens où l'énergie nucléaire est considérée comme importante pour permettre la transition vers une société sans carbone. Il constate aussi que peu de moyens sont affectés à l'économie existante, même si cela est lié aux conditions imposées par l'Europe.

En 2020, l'économie belge était profondément dans le rouge. En 2021, l'économie s'est redressée et nous nous dirigeons progressivement vers une surchauffe, étant donné que l'offre ne peut pas suivre la demande. Cela est dû à une pénurie de matières premières et à un marché du travail tendu. En ce qui concerne la disponibilité des matières premières et des microprocesseurs, l'Europe est dans une position très faible, si bien que le risque d'inflation nous guette. On évoque souvent l'indexation

meur davantage de clarté à venir en juin 2022. Peut-on évaluer le risque financier aujourd'hui et quelles options la Belgique a-t-elle si l'enveloppe de 5,9 milliards doit être réduite?

Le groupe PS souscrit aux constatations relatives au sous-investissement structurel en Europe et certainement en Belgique, et aux défis structurels auxquels nous sommes confrontés, notamment le défi climatique et la nécessité de modifier nos modes de production et de consommation. Dans ces conditions, le secrétaire d'État estime-t-il que l'effort fédéral de 2,6 milliards d'euros supplémentaires est suffisant? Cet effort d'investissement assure que le taux d'investissement public augmentera pour la première fois depuis 40 ans, passant de 2,5 % à 3,5 % en 2024, même si il faudra sans doute encore renforcer cet effort à l'avenir. Selon M. Patrick Prévot, la note de politique générale va dans la bonne direction. Le groupe PS soutient les mesures qui visent à faire évoluer notre pays vers une économie décarbonée et à faire en sorte que l'État investisse massivement dans la relance, la transition climatique et la mobilité de demain.

M. Reccino Van Lommel (VB) souligne que la question du sous-investissement de l'État a déjà été évoquée précédemment en commission. Ce sous-investissement se reflète notamment dans nos infrastructures, qui sont relativement obsolètes. L'intervenant souligne que la part fédérale, dans les investissements publics en Belgique, est relativement faible: ce sont principalement les villes et les communes qui investissent, suivies par les Régions et, enfin, par l'État fédéral. La répartition des fonds du plan de relance et de résilience n'a pas été sans poser quelques problèmes. Le groupe VB regrette à cet égard que des projets liés à l'énergie nucléaire du futur n'aient pas été inclus dans les projets de transition énergétique, comme c'est le cas dans d'autres pays européens où l'énergie nucléaire est considérée comme importante pour permettre la transition vers une société sans carbone. Il constate aussi que peu de moyens sont affectés à l'économie existante, même si cela est lié aux conditions imposées par l'Europe.

En 2020, l'économie belge était profondément dans le rouge. En 2021, l'économie s'est redressée et nous nous dirigeons progressivement vers une surchauffe, étant donné que l'offre ne peut pas suivre la demande. Cela est dû à une pénurie de matières premières et à un marché du travail tendu. En ce qui concerne la disponibilité des matières premières et des microprocesseurs, l'Europe est dans une position très faible, si bien que le risque d'inflation nous guette. On évoque souvent l'indexation

des salaires, qui entraîne une augmentation du pouvoir d'achat, mais d'autre part, l'épargne des citoyens vaut de moins en moins.

Lors du débat en plénière l'année dernière, le secrétaire d'État ne pensait pas que l'explosion de la dette publique était vraiment un problème. Mais cette attitude revient à ignorer le problème que nous transmettons aux générations futures. Réduire la dette publique n'est en effet pas une tâche facile, en tout cas pas en Belgique.

L'ambition du secrétaire d'État est de porter le taux d'investissement public à 4 % du PIB d'ici 2030, avec un objectif intermédiaire de 3,5 % du PIB en 2024. Certains économistes estiment toutefois que les normes de Maastricht freinent les investissements publics. En outre, la crise sanitaire a entraîné une forte augmentation de la dette publique de nombreux États membres, ce qui rend difficile l'application de la norme d'endettement. Dans le contexte de la pandémie, les règles budgétaires européennes ont été suspendues jusqu'en 2022. Le gouvernement belge plaidera au niveau européen en faveur d'un traitement plus favorable pour les investissements publics. Le secrétaire d'État est partisan d'un assouplissement des normes de Maastricht et d'une dérogation pour les investissements verts. Il estime que les grands défis appellent des solutions radicales, faute de quoi crédibilité du projet politique serait en jeu. Le secrétaire d'État lie cela à un investissement européen de 5 000 milliards d'euros dans le climat. Selon M. Van Lommel, ces points de vue sont conformes à la théorie monétaire moderne (MMT) ou à l'assouplissement quantitatif (*quantitative easing* ou QE). Cette théorie part du principe que l'État, en tant qu'émetteur de monnaie, peut créer davantage de monnaie sans conséquences. Selon cette théorie économique, les déficits publics et la dette publique ne sont pas un élément très important, et, au lieu de compter sur les recettes fiscales et les emprunts, les États peuvent simplement "créer" plus d'argent. Ce point de vue est diamétralement opposé aux théories économiques courantes sur la dette et les dépenses publiques. Les opposants à cette théorie craignent l'inflation et des déficits qui se creusent encore. Quelles normes budgétaires le secrétaire d'État estime-t-il souhaitables? Adhère-t-il à la MMT? Quel effet les investissements publics auront-ils sur la l'inflation déjà en hausse? Les plans seront-ils ajustés si la tendance inflationniste se maintient?

De nombreux secteurs sont confrontés à une pénurie de matières premières et trouvent difficilement du personnel. Quelle sera l'incidence de l'augmentation des investissements publics à cet égard? Le secteur privé n'est-il pas menacé par un effet d'éviction?

mais ook het spaargeld van de burgers wordt steeds minder waard.

Tijdens het plenaire debat vorig jaar vond de staatssecretaris de exploderende staatsschuld niet echt een probleem. Daarbij wordt echter voorbijgegaan aan het probleem waarmee we de volgende generaties opzaden. Het terugdringen van de staatsschuld is immers geen gemakkelijke opgave en al zeker niet in dit land.

De staatssecretaris heeft de ambitie om het overheidsinvesteringspercentage tegen 2030 op te trekken tot 4 % bbp, met een tussentijdse doelstelling van 3,5 % bbp in 2024. Sommige economen zijn echter van mening dat de Maastrichtnormen een rem zetten op de overheidsinvesteringen. Bovendien is door de coronacrisis de overheidsschuld van veel lidstaten zeer sterk gestegen, waardoor de schuldnorm nog moeilijk toepasbaar is. De Europese begrotingsregels werden in het raam van de pandemie opgeschort tot 2022. De Belgische regering zal op het Europese niveau een gunstigere behandeling van de overheidsinvesteringen bepleiten. De staatssecretaris is er voorstander van dat de Maastrichtnormen worden versoepeld en dat groene investeringen daarbuiten zouden worden gehouden. Hij meent dat grote uitdagingen radicale oplossingen vereisen. Zo niet zou, volgens hem, de geloofwaardigheid van het politieke project op het spel komen te staan. De staatssecretaris koppelt daaraan een Europese investering van 5 000 miljard euro in het klimaat. Die standpunten liggen volgens de heer Van Lommel in lijn met de moderne monetaire theorie (MMT) of *quantitative easing* (QE) die ervan uitgaat dat de overheid, als uitgever van het geld, meer geld kan creëren zonder gevolgen. Overheidstekorten en staatsschulden zijn volgens die economische theorie niet zo belangrijk en in plaats van te steunen op belastingopbrengsten en leningen kan de overheid gewoon meer geld creëren. Dat standpunt druist in tegen de gangbare economische theorieën over schulden en overheidsuitgaven. Tegenstanders van de theorie vrezen voor inflatie en grotere tekorten. Welke begrotingsnormen acht de staatssecretaris wenselijk? Is hij een aanhanger van de MMT? Welk effect zullen de overheidsinvesteringen hebben op de stijgende inflatie? Zullen de plannen worden bijgestuurd indien de inflatie blijft aanhouden?

Vele sectoren kampen met een tekort aan grondstoffen en hebben moeite om personeel te vinden. Wat wordt de impact van de stijgende overheidsinvesteringen daarop? Dreigt er geen crowding-outeffect op de private sector?

La Belgique a déposé, le 30 avril, le plan national pour la relance et la résilience auprès de la Commission européenne. Après son approbation, une convention de financement a été signée, après quoi 70 % du montant de la subvention totale a pu être payé. Les 30 % restants seront versés en juin 2022. Le secrétaire d'État indique que la subvention totale se chiffre à 5,925 milliards d'euros et pour 70 %, il obtient un montant de 3,645 milliards. Il ressort toutefois d'un simple calcul que le résultat de 70 % de 5,945 milliards est égal à 4,147 milliards. Le montant de la subvention totale a chuté à 4,147 milliards d'euros. Pourquoi l'ancien montant est-il encore inscrit dans la note? Quelle est la contribution totale de notre pays au financement du plan européen pour la reprise et la résilience? Est-il exact que la Belgique apportera finalement une contribution plus élevée que la subvention perçue et sera dès lors un perdant net?

Le secrétaire d'État entend créer un conseil supérieur des investissements publics qui fera partie du Conseil supérieur des Finances et se chargera de la gestion et de l'évaluation de différents projets. Comment ce conseil sera-t-il constitué? Sur la base de quelle clé de répartition les moyens seront-ils répartis entre les entités fédérées?

La crise du coronavirus a clairement souligné l'importance de sécuriser la chaîne d'approvisionnement dans des secteurs stratégiques. Cinq secteurs stratégiques seront étudiés: la construction, l'énergie, la biotechnologie et le secteur pharmaceutique, ainsi que le secteur des télécommunications et de l'e-commerce. Les actuels prix de l'énergie élevés montrent très clairement l'importance de l'indépendance énergétique à l'égard de l'étranger. Le gouvernement compte toutefois, outre les énergies solaire et éolienne capricieuses, sur les importations depuis l'étranger. M. Lommel déplore que l'un des acteurs stratégiques les plus importants, à savoir l'approvisionnement alimentaire, ne soit pas intégré dans l'aperçu. La disponibilité d'une nourriture qualitative est primordiale en temps de crise. Pourquoi la production de denrées alimentaires n'a-t-elle pas été intégrée dans l'aperçu? Le secrétaire d'État prévoit-il également une étude sur les petits réacteurs nucléaires modulaires (PRM)?

Mme Leen Dierick (CD&V) et son groupe soutiennent les différents plans de relance et d'investissement: le plan national pour la reprise et la résilience, la programmation complémentaire au plan et enfin les investissements et mesures d'accompagnement du Plan de redémarrage et de transition d'octobre 2021. Il n'est pas toujours clairement indiqué de quel plan fait partie telle ou telle mesure et l'intervenante espère surtout que cela n'en restera pas aux plans, mais qu'ils seront également mis en œuvre. Elle trouve que tout demeure très vague. Elle

België diende op 30 april het nationale plan voor herstel en veerkracht in bij de Europese Commissie. Na de goedkeuring daarvan werd een financierings-overeenkomst ondertekend, waarna 70 % van het totale subsidiebedrag kon worden uitbetaald. De overige 30 % zal worden betaald in juni 2022. De staatssecretaris vermeldt een totaal subsidiebedrag van 5,925 miljard euro en voor 70 % komt hij op 3,645 miljard. Een eenvoudige berekening wijst echter uit dat 70 % van 5,945 miljard 4,147 miljard is. Het totale subsidiebedrag is gekrompen naar 4,147 miljard euro. Waarom wordt het achterhaalde bedrag nog in de nota vermeld? Wat is de totale bijdrage van ons land aan de financiering van het Europese plan voor herstel en veerkracht? Klopt het dat België uiteindelijk meer zal bijdragen dan het ontvangt en dus een nettoverliezer wordt? In budgettair moeilijke tijden is dat moeilijk te verantwoorden.

De staatssecretaris wil een hoge raad voor overheidsinvesteringen oprichten die deel zal uitmaken van de Hoge Raad van Financiën en zal instaan voor het beheer en de evaluatie van de verschillende projecten. Hoe zal die raad worden samengesteld? Op basis van welke verdeelsleutel zullen de middelen over de deelgebieden worden verdeeld?

De COVID-crisis heeft duidelijk gemaakt dat het belangrijk is om in strategische sectoren de toeleveringsketen veilig te stellen. Er zullen vijf strategische sectoren worden bestudeerd: bouw, energie, biotech en farma, de digitale en de telecomsector en e-commerce. Nu de energieprijzen hoog zijn, is het belang van energieonafhankelijkheid ten aanzien van het buitenland meer dan duidelijk. Deze regering rekent, naast de wispelturige zonne- en windenergie, echter op import uit het buitenland. De heer Van Lommel betreurt dat een van de belangrijkste strategische actoren, die van de voedselbevoorrading, niet aan bod komt in het overzicht. De beschikbaarheid van kwalitatieve voeding is in crisistijden uiterst belangrijk. Waarom werd de levensmiddelenproductie niet opgenomen in het overzicht? Plant de staatssecretaris ook een studie rond de nieuwe kleine modulaire kernreactoren (SMR's)?

Mevrouw Leen Dierick (CD&V) en haar fractie steunen de verschillende relance- en investeringsplannen: het nationale plan voor herstel- en veerkracht, de aanvullende programmering op het plan en tot slot de investeringen en begeleidende maatregelen van het herstart- en transitieplan van oktober 2022. Het is niet steeds duidelijk welke maatregel bij welk plan hoort en de spreker hoopt bovenal dat het niet alleen bij plannen blijft, maar dat ze ook zullen worden uitgevoerd. Ze vindt dat alles nog heel vaag blijft. Ze vraagt meer duidelijkheid over

demande plus de clarté sur la concrétisation des plans et sur la coordination et l'articulation entre les différents ministres.

Il est positif d'obtenir des moyens européens, mais la Belgique cherchera-t-elle encore également des moyens privés? Comment ces moyens seront-ils drainés? Elle estime qu'il est également important d'associer les parties prenantes à l'exécution des plans. Le secrétaire d'État renvoie à cet égard aux partenaires sociaux, qui seront consultés par le biais du Conseil Central de l'Économie et également du Conseil Fédéral du Développement durable. D'autres parties prenantes seront-elles associées? De quelle manière?

Le secrétaire d'État informera le Parlement chaque année ou deux fois par an de l'état d'avancement des différents plans. Quand la première séance d'information aura-t-elle lieu? Le secrétaire d'État peut compter, pour les plans de relance et d'investissement, sur le plein soutien du CD&V.

M. Roberto D'Amico (PVDA-PTB) souligne que le Secrétaire d'État semble revoir ses chiffres à la baisse concernant les investissements publics ("le cumul des investissements publics fédéraux atteindra au moins 11,6 milliards d'euros sur la période 2021-2024"). Pourtant, dans sa précédente note de politique générale, il indiquait que les investissements publics devraient passer de 12 milliards en 2019 à 17 milliards d'euros en 2024. Le comité du monitoring a réévalué la croissance du PIB d'ici 2024 et prévoit un PIB de 538 milliards d'euros en 2024. Or, selon l'intervenant, sur base de cette évaluation, l'investissement public devra donc être de 18,83 milliards d'euros en 2024 pour correspondre à l'objectif de 3,5 %. Il se demande dès lors quel sera le montant du PIB en 2024 prévu dans les comptes pour calculer l'objectif de 3,5 %.

M. D'Amico souhaiterait en savoir plus sur les filières stratégiques évoquées dans la note de politique générale et sur les entreprises actives dans ces secteurs. Il se demande également s'il est prévu d'investir dans les infrastructures nécessaires au développement de la filière de l'hydrogène, en augmentant les capacités de l'hydrogène vert ou également sur l'hydrogène bleu et la capture du CO₂.

Concernant les subsides européens et les contrôles qui auront lieu, l'intervenant aimerait connaître les indicateurs sur lesquels se baseront les évaluations pour les prochains versements des subsides européens. Par ailleurs, il se demande si le retour à la discipline budgétaire fin 2022 figurera parmi les conditions posées par la Commission européenne.

de concretisering ervan en over de coördinatie en de afstemming tussen de verschillende ministers.

Het is positief dat er Europese middelen komen, maar zal België ook nog zo op zoek gaan naar private middelen? Hoe zullen die middelen worden aangetrokken? Het betrekken van de stakeholders bij de uitvoering van de plannen lijkt haar ook belangrijk. De staatssecretaris verwijst in dat verband naar de sociale partners, die via de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven zullen worden geconsulteerd, en ook naar de Federale Raad voor Duurzame Ontwikkeling. Worden er nog meer stakeholders betrokken? Op welke manier?

De staatssecretaris zal het Parlement jaarlijks of tweemaal per jaar informeren over de voortgang van de verschillende plannen. Wanneer zal dat voor het eerst gebeuren? De staatssecretaris mag voor de relance- en investeringsplannen op de volledige steun van CD&V rekenen.

De heer Roberto D'Amico (PVDA-PTB) attendeert erop dat de staatssecretaris zijn cijfers betreffende de overheidsinvesteringen naar onderen lijkt bij te stellen ("Bovendien moeten de gecumuleerde federale overheidsinvesteringen in de periode 2021-2024 ten minste 11,6 miljard euro bedragen"). In de vorige beleidsnota heeft hij nochtans voorgerekend dat de overheidsinvesteringen moesten toenemen van 12 miljard in 2019 tot 17 miljard in 2024. Het monitoringcomité heeft een nieuwe schatting gemaakt van de stijging van het bbp tegen 2024 en voorspelt dat het in dat jaar 538 miljard euro zal bedragen. Op basis van die raming zouden volgens de spreker in 2024 de overheidsinvesteringen 18,83 miljard moeten bedragen om overeen te stemmen met de doelstelling van 3,5 %. Hij vraagt zich dan ook af welk bbp-cijfer voor 2024 in de rekeningen zal worden gehanteerd om de voormelde doelstelling te becijferen.

De heer d'Amico zou ook meer willen vernemen over de in de beleidsnota vermelde strategische sectoren, alsook over de ondernemingen die in die sectoren actief zijn. Hij vraagt voorts of het de bedoeling is te investeren in de infrastructuur die nodig is voor de uitbouw van de waterstofsector, via de vergroting van de capaciteit voor groene waterstof, of voor blauwe waterstof en CO₂-afvang.

Wat de Europese subsidies en de uit te voeren controles betreft, zou de spreker willen vernemen op welke indicatoren de evaluaties met het oog op de volgende stortingen van Europese subsidies zullen gebaseerd zijn. Hij wil bovendien weten of de terugkeer naar begrotingsdiscipline op het einde van 2022 deel zal uitmaken van de door de Europese Commissie gestelde voorwaarden.

Il rappelle que le secrétaire d'État présente la position du gouvernement belge concernant le Pacte de Stabilité et de Croissance (PSC): "cette position s'articulera autour de 4 principes:

- i) des trajectoires de réduction de dette plus spécifiques et réalistes pour les États membres;
- ii) un traitement plus favorable aux investissements publics;
- iii) un renforcement du caractère anticyclique du PSC et
- iv) une simplification du PSC."

Il se demande si la position du secrétaire d'État Dermine est bien alignée avec celles de la secrétaire d'État au Budget et du ministre des Finances concernant cette position et les 4 principes avancés.

Il relève que le secrétaire d'État parle aujourd'hui d'"un traitement plus favorable aux investissements publics"; or, en septembre 2021, il prônait que ceux-ci ne soient pas repris dans les calculs des plafonds concernant le déficit de maximum 3 % et la dette de maximum 60 %. M. D'Amico s'interroge sur la question de savoir si le secrétaire d'État a dû faire des concessions pour les futurs investissements et sur ce qu'il entend par un "traitement plus favorable".

A la page 12 de la note de politique générale, l'intervenant lit que "la politique d'investissement doit s'appuyer sur une identification précise des besoins." S'il se réjouit de cette position, M. D'Amico aimerait savoir quand est-il prévu d'avoir finalisé cette identification des besoins et quel sera le ratio entre besoins et moyens.

Sur la question de la co-responsabilisation des entreprises privées dans la rénovation des bâtiments publics, il aimerait avoir plus de précisions sur cette idée, sur l'intérêt des entreprises privées de financer la rénovation des bâtiments publics et s'il est prévu, *in fine*, de leur léguer ensuite ces bâtiments à bas prix.

Sur la première enveloppe de 250 millions d'euros visant à renforcer la solvabilité à court-terme pour les entreprises impactées par la crise du COVID-19, M. D'Amico se demande si cette enveloppe sera revue à la hausse, à la suite des nouvelles mesures décidées par le comité

Het lid stipt aan dat de staatssecretaris het standpunt van de Belgische regering inzake het stabiliteits- en groeipact (SGP) vertolkt in de volgende bewoordingen: "[Het regeringsstandpunt] zal gebaseerd zijn op vier beginselen:

- i) meer specifieke en realistische schuldreductietrajecten voor de lidstaten;
- ii) een gunstiger behandeling van overheidsinvesteringen;
- iii) versterking van het anticyclische karakter van het SGP en
- iv) vereenvoudiging van het SGP."

De heer d'Amico vraagt zich af of staatssecretaris Dermine met betrekking tot dit standpunt en de vier vermelde beginselen wel op één lijn zit met de staatssecretaris voor Begroting en de minister van Financiën.

Hij merkt op dat de staatssecretaris thans beweert voorstander te zijn van "een gunstigere behandeling van overheidsinvesteringen", terwijl hij in september 2021 heeft voorgestaan dat die niet zouden mogen worden meegeteld bij de berekening van de bovengrenzen voor het tekort (hoogstens 3 %) en de schuld (hoogstens 60 %). De heer d'Amico zou willen weten of de staatssecretaris toegevingen betreffende de toekomstige investeringen heeft moeten doen en wat de staatssecretaris bedoeld met "een gunstigere behandeling".

Op bladzijde 12 van de beleidsnota leest het lid het volgende: "Het investeringsbeleid moet gebaseerd zijn op een nauwkeurige inventarisatie van de behoeften." Die stellingname verheugt de heer d'Amico, maar hij zou willen vernemen wanneer die inventarisatie zal afgerond zijn en wat de verhouding tussen de behoeften en de middelen zal zijn.

Het lid wil meer details over de medeverantwoordelijkheid van de privébedrijven bij de renovatie van overheidsgebouwen en over het belang van de privéondernemingen om dergelijke renovatiewerkzaamheden te financieren en vraagt of het uiteindelijk de bedoeling is achteraf die gebouwen tegen een lage prijs te verkopen aan de betrokken firma's.

Met betrekking tot de eerste enveloppe van 250 miljoen euro om de kaspositie op korte termijn van de door de COVID-19-crisis getroffen ondernemingen te verbeteren, vraagt de heer d'Amico of het bedrag van die enveloppe zal worden verhoogd als gevolg van de

de concertation qui vont peser sur les petites entreprises et les indépendants.

Sur le deuxième volet du fonds fédéral de transformation de 750 millions d'euros, il se demande si des entreprises sont déjà candidates et, si oui, lesquelles. Il rappelle que la gestion de ce fonds est confiée à la SFPI. Il s'inquiète de savoir si l'État fédéral acquerra des actions et deviendra actionnaire dans des entreprises des secteurs cités.

Sur l'e-commerce pointé comme secteur stratégique, il aimerait savoir ce qui est prévu pour développer ce secteur. Il se demande si l'installation en Belgique de centre de tris ou de distribution type Amazon, connus pour le travail de nuit, la flexibilité et la dureté du travail est prévue.

Enfin, M. D'Amico rappelle sa demande de plus de transparence vis-à-vis du Parlement en lui communiquant une copie des documents relatifs au plan de Relance envoyés à la Commission européenne.

Mme Kathleen Verhelst (Open Vld) aurait préféré que le rapport soit présenté avant le mois d'avril 2022. Elle demande de veiller à ne pas engager trop de personnes supplémentaire pour le nouveau Conseil Supérieur des Investissements Publics qui doit être créé. En effet, des investissements publics sont également déjà effectués aujourd'hui et sont évalués. La Belgique est déjà confrontée à un grand déficit public et de nombreux secteurs doivent encore être soutenus suite à la pandémie de coronavirus. Dans la construction et la rénovation, il est particulièrement difficile de trouver du personnel. Il convient dès lors de miser tout d'abord sur l'activation. L'activation réduit les coûts publics et génère des cotisations supplémentaires.

L'innovation et la durabilité sont importantes dans la politique énergétique, mais il convient de ne pas rejeter dogmatiquement la nouvelle énergie nucléaire et sa nouvelle technologie dans le cadre de la relance.

Que veut dire le secrétaire d'État lorsqu'il entend prendre exemple sur les pays voisins en matière d'e-commerce? Sur quoi entend-il miser? À quels assouplissements songe-t-il? Quelles sont les mesures concrètes pouvant aboutir à des résultats à brève échéance qui ont déjà été prises? Quelles mesures pourront bientôt être mises en œuvre?

Mme Melissa Depraetere (Vooruit) considère que cette note de politique générale, qui est l'une des dernières

nouveau, par le Comité d'overleg genomen maatregelen, want die zullen een negatieve weerslag hebben op de kleine ondernemingen en de zelfstandigen.

Wat het tweede onderdeel van het federaal transformatiefonds ten belope van 750 miljoen euro betreft, wil de spreker weten of er al ondernemingen zijn die zich kandidaat hebben gesteld. Zo ja, welke? Hij herinnert eraan dat het beheer van dat fonds aan de FPIM toevertrouwd is. Hij is ongerust dat de Federale Staat aandelen zal kopen en aandeelhouder zal worden van ondernemingen in de vermelde sectoren.

E-commerce wordt een strategische sector genoemd. De spreker zou willen vernemen wat de plannen zijn om die sector te doen groeien. Hij wil weten of er plannen zijn inzake de installatie in België van sorteer- en distributiecentra (zoals die van Amazon), waar nachtwerk, flexibiliteit en zware arbeid de regel zijn.

Tot slot herinnert de heer d'Amico aan zijn verzoek om meer transparantie ten aanzien van het Parlement, via de bezorging van een kopie van de aan de Europese Commissie overgezonden documenten betreffende het herstelplan.

Mevrouw Kathleen Verhelst (Open Vld) zou liever hebben gezien dat het rapport vroeger dan in april 2022 zou worden voorgesteld. Ze vraagt dat er zou worden over gewaakt dat niet te veel extra mensen worden ingezet voor de nieuw op te richten hoge raad voor overheidsinvesteringen. Ook vandaag gebeuren er immers al overheidsinvesteringen en worden die geëvalueerd. België kampt al met een groot overheidstekort en heel wat sectoren hebben als gevolg van de coronapandemie nog steun nodig. In de bouw en renovatie is het bijzonder moeilijk om nog personeel te vinden. Er moet dan ook in de eerste plaats op activering worden aangestuurd. Activering drukt de overheidskosten en zorgt voor extra bijdragen.

Innovatie en duurzaamheid zijn belangrijk in het energiebeleid, maar de nieuwe kernenergie met haar nieuwe technologie mag niet dogmatisch worden afgewezen in het relanceverhaal.

Wat bedoelt de staatssecretaris wanneer hij met betrekking tot e-commerce een voorbeeld wil nemen aan de buurlanden? Waarop wil hij inzetten? Aan welke versoepelingen denkt hij? Welke concrete maatregelen werden er al genomen die binnen afzienbare tijd tot resultaten kunnen leiden? Welke maatregelen kunnen binnenkort worden opgestart?

Mevrouw Melissa Depraetere (Vooruit) vindt deze beleidsnota, die als een van de laatste wordt besproken, de

à être examinée, est la plus importante, parce qu'elle rassemble les différents domaines. Une rupture est opérée par le choix, en temps de crise, d'investir plutôt que de réaliser des économies, une recette mise en œuvre précédemment qui ne s'est pas avérée la meilleure formule. La note de politique générale est très ambitieuse à cet égard: de nombreux projets d'investissement seront lancés. En ces temps incertains, force est de constater qu'en comparaison avec les systèmes d'autres pays, notre système de soins de santé a tenu bon, malgré des économies antérieures. Tant la Commission européenne que le gouvernement fédéral optent désormais pour une autre recette, surtout dans l'intention de relancer l'économie. Les investissements consentis au cours de la période écoulée étaient nécessaires pour aider nos familles et nos entreprises à traverser une période difficile.

La Commission européenne estime que les pays européens doivent investir dans la transition écologique et numérique. La Commission se félicite du plan de relance ambitieux de la Belgique et des investissements supplémentaires. Le groupe Vooruit estime qu'il est important que les investissements réalisés dans le cadre de la reprise de l'économie soient exclus du budget et ne soient donc pas réalisés à l'avenir au détriment des dépenses sociales essentielles. L'intervenante souhaiterait savoir où en sont les discussions européennes à ce sujet.

Le rapport bisannuel au Parlement sera très utile, mais beaucoup dépendra du contenu et du calendrier de celui-ci. Le secrétaire d'État peut-il déjà fournir plus d'informations à ce sujet?

Le groupe Vooruit est favorable à la nouvelle vision des dépenses et des investissements et soutiendra donc avec enthousiasme les plans du secrétaire d'État.

M. Maxime Prévot (CDH) souligne qu'avant de mettre en œuvre la relance d'un territoire, ce territoire doit également être prêt à cet effet. Le Sud du pays a été particulièrement touché par les récentes inondations. Le niveau fédéral a accordé un prêt de 1,2 milliard d'euros à la Wallonie. Dans quelle mesure le niveau fédéral a-t-il encore contribué d'une autre manière à la reconstruction après les inondations de juillet? L'intervenant renvoie avec ironie au "cadeau" de 57 millions d'euros en charges d'intérêt sur la durée du prêt: en effet, au travers de la TVA à 6 %, l'autorité fédérale encaissera 180 millions d'euros sur les 3 milliards d'euros nécessaires à la reconstruction. L'autorité fédérale a-t-elle effectué d'autres actions concrètes afin d'aider les zones touchées?

Le secrétaire d'État a rappelé que l'infrastructure belge avait souffert d'un sous-investissement chronique pendant

allerbelangrijkste, omdat de verschillende domeinen erin samenkomen. Er wordt een duidelijke omslag gemaakt met de keuze om in crisistijden te investeren in plaats van te besparen, een eerder beproefd recept dat niet de beste formule is gebleken. De beleidsnota is op dat vlak erg ambitieus: er worden heel wat investeringsprojecten gestart. In deze onzekere tijden valt op dat ons zorgsysteem in vergelijking met dat van andere landen ondanks eerdere besparingen goed heeft standgehouden. Zowel de Europese Commissie als de federale regering kiest nu voor een ander recept, vooral met de bedoeling de economie te doen heropleven. De investeringen van de voorbije periode waren noodzakelijk om onze gezinnen en bedrijven doorheen een moeilijke periode te helpen.

De Europese Commissie meent dat de Europese landen moeten investeren in de groene en de digitale transitie. De Commissie juicht ons ambitieuze relanceplan en de extra investeringen toe. Voor Vooruit is het belangrijk dat de investeringen ten gunste van de heropleving van de economie buiten de begroting worden gehouden en dus in de toekomst niet te koste gaan van essentiële sociale uitgaven. De spreekster wil graag een stand van zaken van de Europese besprekingen daarover.

De tweejaarlijkse rapportering in het Parlement wordt bijzonder nuttig, maar veel hangt af van de invulling en de timing ervan. Kan daarover al meer informatie worden gegeven?

Vooruit is voorstander van de nieuwe visie op uitgaven en investeringen en zal de plannen van de staatssecretaris daarom met enthousiasme steunen.

De heer Maxime Prévot (cdH) wijst erop dat voor er werk kan worden gemaakt van de relance van een grondgebied, dat grondgebied daar ook klaar voor moet zijn. Het zuiden van het land werd bijzonder zwaar getroffen door de voorbije overstromingen. Het federale niveau heeft Wallonië een lening van 1,2 miljard euro toegestaan. In welke mate droeg het federale niveau nog op een andere manier bij aan de wederopbouw na de overstromingen van juli? Niet zonder ironie wijst de spreker op het 'cadeau' van 57 miljoen euro interestlasten over de looptijd van de lening: via de btw van 6 % incasseert de federale overheid immers 180 miljoen euro op de 3 miljard euro die nodig zijn voor de wederopbouw. Heeft de federale overheid nog andere concrete daden gesteld om de getroffen gebieden te helpen?

De staatssecretaris wees erop dat de Belgische infrastructuur jarenlang heeft geleden onder chronische

des années. Il a comparé les 20 dernières années avec la moyenne européenne. Au total, cela représenterait environ 70 milliards d'euros. Le stock net de capital du secteur public par rapport au PIB a affiché une nette tendance à la baisse. L'intervenant rappelle incidemment que le Parti socialiste a été membre du gouvernement fédéral pendant 14 de ces 20 années, et même du gouvernement wallon pendant 18 ans. Bien qu'il soutienne l'objectif d'un investissement public de 4 % du PIB d'ici à 2030, il craint qu'il ne s'avère trop ambitieux si les initiatives se poursuivent au rythme actuel. En outre, à partir de 2023, la Commission européenne appliquera probablement à nouveau les règles budgétaires du pacte de stabilité et de croissance, aujourd'hui assouplies en raison de la crise. En 2024, la clause dérogatoire générale ne sera sans doute plus applicable. Or, le secrétaire d'État promet 17 milliards d'investissements pour 2024. Est-ce une promesse ferme, avec des réductions des dépenses publiques pour rendre ces investissements possibles? Ou est-ce le montant visé, étant entendu qu'il n'y aura pas de changement dans la politique budgétaire européenne? Les mêmes montants avaient été promis l'année dernière, mais ils n'ont finalement pas été atteints. Le plan de relance n'a été mis en œuvre qu'à hauteur de 2 millions d'euros. Comment, dès lors, atteindre 13,4 milliards d'investissements publics d'ici 2024? M. Maxime Prévot demande par quelles étapes intermédiaires le gouvernement compte atteindre ce montant. Le secrétaire d'État propose 11,6 milliards d'euros d'investissements publics pour la période 2021-2024. Quelle est la part déjà réalisée en 2021?

L'intervenant formule ensuite une série de remarques plus générales sur le plan de relance et d'investissement. Un montant de 2,6 milliards d'euros doit provenir de trois initiatives successives: le plan national pour la reprise et la résilience, la programmation supplémentaire décidée lors du conclave budgétaire d'avril et le plan de redémarrage et de transition. En ce qui concerne le plan national, on ne sait toujours pas quelles sont les mesures structurelles de résilience - que l'Europe réclame pourtant -, par exemple dans le domaine de la fiscalité et des pensions. Jusqu'à présent, le gouvernement s'en tient à une politique d'annonces. Comment le secrétaire d'État oriente-t-il ces réformes structurelles au sein du gouvernement?

L'intervenant revient sur les chiffres: en 2021, 2 millions ont été réalisés, mais 305,6 millions sont inscrits en tant que crédits de liquidation. Quel objectif le secrétaire d'État pense-t-il effectivement atteindre en 2022?

La Cour des comptes note que le montant de la subvention proposée de 5,9 milliards d'euros entre 2021 et 2026 pourrait être réduit à 5,2 milliards d'euros en raison

underinvesteringen. Hij maakt over de voorbije 20 jaar de vergelijking met het Europese gemiddelde. In totaal zou het om ongeveer 70 miljard euro gaan. De nettokapitaalvoorraad van de overheidssector in verhouding tot het bbp vertoonde een duidelijk neerwaartse tendens. De spreker wijst er fijntjes op dat de socialistische partij wel gedurende 14 van de 20 jaar deel uitmaakte van de federale regering en zelfs gedurende 18 jaar van de Waalse regering. Hij onderschrijft weliswaar het doel van 4 % bbp overheidsinvesteringen tegen 2030, maar hij vreest dat het te ambitieus zal blijken indien de initiatieven aan het huidige tempo worden voortgezet. Bovendien zal de Europese Commissie vanaf 2023 vermoedelijk opnieuw de begrotingsregels van het stabiliteits- en groei-pact toepassen. Momenteel gelden er immers soepeler regels als gevolg van de crisis. In 2024 zal de algemene ontsnapingsclausule wellicht niet meer van toepassing zijn. De staatssecretaris stelt voor 2024 echter 17 miljard investeringen in het vooruitzicht. Gaat het hier om een vaste belofte, met besparingen op de overheidsuitgaven om die investeringen mogelijk te maken? Of wordt er op dat bedrag gemikt, met dien verstande dat er geen wijzigingen komen in het Europese begrotingsbeleid? Vorig jaar werden dezelfde bedragen in het vooruitzicht gesteld, maar uiteindelijk haalden we die bedragen niet. Het relanceplan werd slechts voor 2 miljoen euro uitgevoerd. Hoe wil men dan 13,4 miljard overheidsinvesteringen halen tegen 2024? De heer Maxime Prévot vraagt via welke tussenstappen men tot dat bedrag wil komen. De staatssecretaris stelt over de periode 2021-2024 11,6 miljard euro overheidsinvesteringen voorop. Hoeveel daarvan werden er gerealiseerd in 2021?

De spreker formuleert vervolgens een aantal meer algemene opmerkingen over het relance- en investeringsplan. Een bedrag van 2,6 miljard euro moet komen van drie opeenvolgende initiatieven: het nationaal plan voor herstel en veerkracht, de aanvullende programmering waartoe tijdens het begrotingsconclaaf van april werd beslist en het herstart- en transitieplan. Met betrekking tot het nationaal plan is het nog steeds niet duidelijk wat de – nochtans door Europa gevraagde – structurele maatregelen voor veerkracht zijn, denken we bijvoorbeeld aan de fiscaliteit of het pensioendossier. Tot nu toe is het bij aankondigingspolitiek gebleven. Op welke manier stuurt de staatssecretaris die structurele hervormingen binnen de regering aan?

De spreker komt terug op de cijfers: in 2021 werd 2 miljoen gerealiseerd, maar 305,6 miljoen staat bij de vereffeningskredieten. Welk doel denkt de staatssecretaris in 2022 effectief te halen?

Het Rekenhof merkt op dat het vooropgestelde subsidiebedrag van 5,9 miljard euro tussen 2021 en 2026 zou kunnen terugvallen op 5,2 miljard euro, als gevolg

de performances macroéconomiques éventuellement meilleures que dans d'autres pays. Quelle sera la réaction du secrétaire d'État? A-t-il été convenu avec les entités fédérées qu'un éventuel montant de subvention inférieur ne sera compensé que par le niveau fédéral? Ou la règle de la proportionnalité sera-t-elle appliquée? Ou le niveau fédéral sera-t-il épargné et les entités fédérées en feront les frais?

En avril, une programmation supplémentaire, d'un montant de 328 millions d'euros, a été décidée pour trois projets du plan pour la reprise et la résilience: la rénovation des bâtiments, les quartiers du futur et les scanners pour les douanes. Est-il exact que les fonds prévus à cet effet, qui ont été inscrits dans l'ajustement budgétaire de 2021, ne seront pas utilisés cette année? La Cour des comptes souligne que le gouvernement n'a pas été en mesure de réaliser ces projets en 2021 et que les crédits inscrits au projet de budget 2022 pour la première tranche des trois projets s'élèvent à 36,2 millions d'euros. Selon quel phasage ces projets seront-ils pleinement mis en œuvre?

Dans le cadre du plan de redémarrage et de transition, un milliard d'euros sera réparti sur la période 2021 à 2024, dont 200 millions en 2022 pour 26 projets. La Cour des comptes note que le projet de budget à l'examen ne contient pas de crédits spécifiques pour la mise en œuvre du plan d'investissement fédéral. Le gouvernement a indiqué qu'il débloquerait les crédits nécessaires par le biais de feuillets d'ajustement, conformément au calendrier de l'approbation administrative et budgétaire des dossiers présentés par les administrations concernées. La Cour recommande que ces demandes soient suffisamment documentées et, dans la mesure du possible, regroupées, dans un souci de transparence budgétaire et de suivi des projets. La Cour des comptes constate cependant que ces dépenses, qui figurent dans l'exposé général des motifs en tant que mesures non réparties pour un montant de 200 millions d'euros, ont bien été prises en compte lors de la fixation du solde de financement de l'Entité 1. En effet, contrairement aux dépenses d'investissement liées à la Facilité pour la reprise et la résilience, les dépenses du plan fédéral ne peuvent pas être neutralisées pour déterminer le solde de financement des administrations publiques. L'intervenant souhaite obtenir une réponse du secrétaire d'État à ce sujet.

Au vu du nombre de projets et des moyens qui leur sont alloués, les trois plans renforcent l'impression qu'il s'agit plus d'une fragmentation organisée que d'une véritable vision politique. Le même constat s'applique d'ailleurs aux plans régionaux, en particulier ceux du sud du pays. Les plans de relance wallons ont été critiqués à la fois par l'Union wallonne des Entreprises et par la

van mogelijk betere macro-economische prestaties dan in andere landen. Hoe zal daarmee worden omgegaan? Werd met de deelgebieden afgesproken dat een mogelijk lager subsidiebedrag enkel zal worden opgevangen door het federale niveau? Of wordt een proportionele regel gehanteerd? Of wordt het federale niveau gespaard en zullen de deelgebieden daarvoor opdraaien?

In april werd over een aanvullende programmering beslist, goed voor 328 miljoen euro voor drie projecten in het raam van het plan voor herstel en veerkracht: de renovatie van gebouwen, de kwartieren van de toekomst en de scanners voor de douane. Klopt het dat de middelen daarvoor, die in de begrotingsaanpassing 2021 werden ingeschreven, niet dit jaar zullen worden aangewend? Het Rekenhof wijst erop dat de regering die projecten niet heeft kunnen uitvoeren in 2021 en dat de in de ontwerpbegroting 2022 ingeschreven kredieten voor de eerste schijf van de drie projecten 36,2 miljoen euro bedragen. Volgens welke fasering zal er volledige uitvoering aan worden gegeven?

In het kader van het herstart- en transitieplan wordt 1 miljard euro gespreid over de periode 2021 tot 2024, waarvan 200 miljoen in 2022 voor 26 projecten. Het Rekenhof merkt op dat de voorliggende ontwerpbegroting geen specifieke kredieten bevat voor de uitvoering van het federale investeringsplan. De regering heeft aangegeven dat ze de nodige kredieten zal vrijmaken via aanpassingsbladen overeenkomstig het tijdspad van de administratieve en budgettaire goedkeuring van de door de betrokken administraties ingediende dossiers. Het Hof beveelt aan dat die aanvragen voldoende gedocumenteerd moeten zijn en voor zover mogelijk moeten worden samengevoegd, ten gunste van de budgettaire transparantie en de opvolging van de projecten. Het Rekenhof stelt echter vast dat die uitgaven, die in de Algemene Toelichting als onverdeelde maatregelen zijn opgenomen voor een bedrag van 200 miljoen euro, wel degelijk in aanmerking werden genomen voor de vaststelling van het financieringssaldo van entiteit 1. In tegenstelling tot de investeringsuitgaven in verband met de *Recovery and Resilience Facility* kunnen de uitgaven van het federale plan immers niet worden geneutraliseerd voor de vaststelling van het financieringssaldo van de overheid. De spreker wil daarover graag een reactie van de staatssecretaris.

Gelet op het aantal projecten en de daarvoor uitgetrokken middelen versterken de drie plannen de indruk dat het hier om een georganiseerde versnippering gaat, veeleer dan dat er een echte politieke visie wordt uitgedragen. Dezelfde vaststelling geldt overigens ook voor de gewestplannen, zeker voor die van het Zuiden van het land. De *Union Wallonne des Entreprises* én

FGTB. De plus, les choix effectués ne visent pas une relance structurelle de l'économie, mais optent pour des projets existants, non encore réalisés et sans impact sur l'économie. Le secrétaire d'État doit garantir la pertinence de l'allocation des fonds européens. Ne pense-t-il pas qu'il faudrait au moins relancer le dialogue, à la lumière des critiques formulées par les opérateurs économiques et les partenaires sociaux?

M. Sander Loones (N-VA) considère que le secrétaire d'État joue un rôle quelque peu particulier. Certaines de ses compétences sont liées au Budget, mais d'un autre côté, il s'immisce fortement dans les discussions financières et suggère toute une liste de projets et d'investissements, qui sont toutefois réalisés par les ministres de tutelle compétents. Il se demande comment le secrétaire d'État interprétera ce nouveau rôle au sein du gouvernement.

À la lecture de la note de politique générale, l'intervenant constate surtout que beaucoup de choses se sont déjà passées en 2021, mais il se demande ce qui adviendra en 2022. Le cadre a été défini, le plan a été soumis et les fonds ont été approuvés par l'Europe. Pour 2022, il voit surtout un suivi et des rapports. Quel rôle spécifique - autre qu'un rôle de communication - le secrétaire d'État assumera-t-il à cet égard? Le suivi est plutôt un processus administratif. Apportera-t-il également un contenu politique?

Quant à l'allocation correcte des fonds européens, M. Vanbesien a fait référence à la position de la Banque nationale à ce sujet. M. Loones rappelle que, dans son dernier rapport de septembre, la Banque nationale préconise un soutien plus ciblé. Il demande à la Banque nationale de poursuivre ces analyses. Il se demande comment le secrétaire d'État va assurer un meilleur retour d'information sur le suivi effectué par les autorités compétentes auprès des différentes commissions parlementaires compétentes. Il plaide pour une organisation plus efficace, y compris de la part du Parlement lui-même. La Cour des comptes a-t-elle un rôle à jouer dans ce domaine? Des contacts ont-ils déjà eu lieu à cet égard?

La note de politique générale reste muette quant au rapportage relatif à l'agenda des réformes. En échange des fonds européens, notre pays est tenu de réaliser un certain nombre de réformes, notamment sur le marché du travail. L'intervenant estime que le secrétaire d'État est compétent pour tout, car il est compétent pour le fonds de soutien corona. S'agit-il d'un oubli? Les réformes seront-elles abordées dans la prochaine note

de la FGTB spraken zich onlangs nog kritisch uit over de Waalse relanceplannen. Met de gemaakte keuzes wordt bovendien geen structureel herstel van de economie nagestreefd, maar wordt gekozen voor bestaande, nog niet uitgevoerde projecten zonder impact op de economie. De staatssecretaris moet borg staan voor de relevantie van de toewijzing van de Europese middelen. Meent hij niet dat minstens de dialoog opnieuw moet worden aangegaan, in het licht van de kritiek van de economische operatoren en de sociale partners?

De heer Sander Loones (N-VA) meent dat de staatssecretaris een wat bijzondere rol speelt. Bepaalde van zijn bevoegdheden sluiten aan bij Begroting, anderzijds mengt hij zich fors in financiële discussies en hij komt aanzetten met een hele lijst aan projecten en investeringen, die echter worden uitgevoerd door de bevoegde vakministers. Hij vraagt zich af hoe de staatssecretaris die nieuwe rol binnen de regering zal invullen.

De lectuur van de beleidsnota leert de spreker vooral dat er al heel wat is gebeurd in 2021, maar hij vraagt zich af wat er in 2022 nog zal gebeuren. Het kader is geschetst, het plan is ingediend en de middelen zijn goedgekeurd door Europa. Voor 2022 ziet hij vooral opvolging en rapportage. Welke specifieke rol – buiten een communicatieve – neemt de staatssecretaris daarin op? Opvolging is veeleer een administratief proces. Zal er ook een politieke invulling komen?

Wat de correcte toewijzing van de Europese middelen betreft, verwees collega Vanbesien naar het standpunt van de Nationale Bank daarover. De heer Loones wijst erop dat de Nationale Bank in haar recentste rapport van september aanstuurt op meer gerichte steun. Hij vraagt dat de Nationale Bank die analyses zou voortzetten. Hij vraagt zich af hoe de staatssecretaris zal zorgen voor een betere terugkoppeling van de opvolging door de bevoegde instanties naar de verschillende bevoegde parlementaire commissies. Hij pleit voor een efficiëntere organisatie, ook vanuit het Parlement zelf. Is hier een rol weggelegd voor het Rekenhof? Vonden daarover al contacten plaats?

Over de rapportering over de hervormingsagenda staat niets te lezen in de beleidsnota. In ruil voor de Europese middelen moet ons land een aantal hervormingen doorvoeren, onder meer van de arbeidsmarkt. Als bevoegde staatssecretaris voor het coronasteunfonds is de staatssecretaris volgens de spreker bevoegd voor alles. Gaat het om een vergetelheid? Zullen de hervormingen aan bod komen in de volgende beleidsnota en

de politique générale et intégrées dans le rapportage? Le membre estime du reste que ce rapportage devrait avoir lieu avant mars.

L'intervenant demande ensuite si en plus de rendre compte des décisions prises précédemment, le secrétaire d'État a l'intention d'élaborer une nouvelle politique en 2022. Compte-t-il adapter certaines réformes? En effet, la Commission européenne et la Cour des comptes se posent des questions sur la politique du marché du travail, qui revêt une grande importance. Il faudra par ailleurs certainement ajuster le financement du programme dans son ensemble. L'intervenant précédent a posé une question très pertinente concernant l'application des paramètres convenus à la situation économique actuelle. Il se pourrait que la Belgique obtienne jusqu'à 750 millions d'euros de moins que prévu. La Commission européenne a indiqué qu'elle s'attend à ce que tous les projets soumis soient effectivement mis en œuvre. Aucun accord n'a encore été conclu quant à la façon dont les fonds manquants seront obtenus. Il existe une clé de répartition pour les moyens d'investissement, mais aucun accord n'a été conclu sur la répartition des efforts supplémentaires qui seront nécessaires si les montants sont inférieurs à ce qui était promis. À défaut d'accord, ils seront supportés par le budget fédéral. Comment le secrétaire d'État va-t-il faire face à cette diminution éventuelle des recettes?

M. Loones souhaite obtenir davantage d'informations concernant le Conseil supérieur des investissements publics. Il estime, lui aussi, qu'il faut veiller à ne pas créer un nouvel organe pour des tâches qui sont déjà effectuées par un autre. L'intervenant espère qu'aucune structure ne sera mise en place en dehors du Conseil supérieur des Finances.

Il est tout à l'honneur du secrétaire d'État d'avoir inclus la discussion du pacte de stabilité et de croissance dans sa note de politique générale. Le Parlement ne dispose pas encore d'informations officielles à ce sujet. Il doit se contenter de celles fournies par la presse. Il est toutefois surprenant que ce sujet soit abordé dans cette note de politique générale et non dans celle du ministre des Finances. La note de politique générale reflète-t-elle la position du gouvernement en la matière? La répartition des tâches au sein du gouvernement n'est pas très claire dans ce domaine. L'intervenant demande donc également des précisions sur ce point.

Mme Katrien Houtmeyers (N-VA) tient à réagir aux propos de M. Vanbesien selon lesquels il aurait bien été tenu compte des entreprises zombies. L'intervenante fait remarquer que le secrétaire d'État Dermine vient de dire qu'il n'en a pas été tenu compte. On craignait en effet que des entreprises saines soient considérées

worden meegenomen in de rapportering? Graag kreeg hij die rapportering overigens ook vroeger dan in maart.

De spreker vraagt zich vervolgens af of de staatssecretaris in 2022, naast de rapportering over wat eerder werd beslist, ook werk wil maken van nieuw beleid. Zal hij hervormingen bijsturen? Zowel de Europese Commissie als het Rekenhof heeft immers vragen bij het belangrijke arbeidsmarktbeleid. Er zal ook zeker een bijsturing moeten komen in de financiering van de totaliteit van het programma. De vorige spreker stelde een zeer pertinente vraag over de toepassing van de afgesproken parameters op de huidige economische situatie. Daardoor zou België tot 750 miljoen euro minder kunnen ontvangen. De Europese Commissie gaf wel aan dat ze verwacht dat alle ingediende projecten ook daadwerkelijk worden uitgevoerd. Er werd nog niet afgesproken waar men de ontbrekende middelen zal halen. Er geldt een verdeelsleutel voor de investeringsmiddelen, maar er werd geen afspraak gemaakt over de verdeling van de extra inspanning wanneer de beloofde inkomsten lager zouden uitvallen. Bij gebrek daaraan, komen ze ten laste van de federale begroting. Hoe zal de staatssecretaris met die eventuele minderinkomsten aan de slag gaan?

De heer Loones wenst meer informatie over de hoge raad voor overheidsinvesteringen. Ook hij meent dat men zich ervoor moet hoeden nog een instantie in het leven te roepen voor taken die al worden uitgevoerd. Hij hoopt dat er geen structuur buiten de Hoge Raad van Financiën wordt opgezet.

Het siert de staatssecretaris dat hij de discussie over het stabiliteits- en groeipact in zijn beleidsnota opneemt. Het Parlement beschikt nog niet over officiële informatie in dat verband, maar moet het stellen met informatie uit de pers. Wel wekt het verwondering dat dat thema in deze beleidsnota, en niet in die van de minister van Financiën, aan bod komt. Reflecteert de beleidsnota hier het regeringsstandpunt? De taakverdeling binnen de regering daarover is niet erg duidelijk. De spreker wenst ook daarover verduidelijking.

Mevrouw Katrien Houtmeyers (N-VA) reageert op de reactie van de heer Vanbesien dat er wel degelijk rekening werd gehouden met de zombiebedrijven, terwijl minister Dermagne net zegt dat daar geen rekening mee werd gehouden. Er werd immers gevreesd dat gezonde bedrijven als zombiebedrijven zouden worden aangemerkt.

comme des entreprises zombies. En outre, il existe de nombreux instruments légaux pour éliminer les entreprises zombies. M. Vanbesien soutient que d'après la Banque nationale, la Belgique est un bon élève en la matière, mais un rapport de l'OCDE de 2017 et les récents chiffres de Graydon montrent que le nombre d'entreprises zombies présentes dans notre pays est très élevé et qu'il est encore en augmentation. Par ailleurs, un article paru dans *De Tijd* en juin 2021 exprime d'importantes préoccupations quant aux aides corona accordées à des entreprises zombies. La BCE a reconnu ce problème et elle a analysé dans une étude dans quelle mesure la zombification menace d'entraver la reprise. La Banque nationale souligne, elle aussi, le danger que cela représente pour la croissance de notre économie. Mme Houtmeyers est donc très préoccupée par la façon dont le gouvernement compte affecter ses moyens.

M. Dieter Vanbesien (Ecolo-Groen) précise qu'il faisait référence aux premières mesures de soutien accordées en 2020 pendant le *lockdown* économique complet. À l'époque, des critères avaient été intégrés pour que les entreprises qui étaient déjà en difficulté avant la pandémie ne puissent pas bénéficier de mesures de soutien. Un an et demi plus tard, certaines entreprises rencontrent indubitablement des difficultés à cause de la pandémie et elles ont besoin d'être aidées. La demande de soutien ciblé de la Banque nationale est compréhensible dans le contexte actuel, où toute l'économie n'est pas à l'arrêt.

B. Réponses du secrétaire d'État

Le secrétaire d'État pour la Relance et les Investissements stratégiques, chargé de la Politique scientifique, adjoint au ministre de l'Economie et du Travail, M. Thomas Dermine, apporte aux membres les précisions suivantes:

En réponse aux questions de M. Sander Loones et de Mme Katrien Houtmeyers (N-VA), il cite tout d'abord Winston Churchill qui a dit: "*real change is 1 % inspiration and 99 % transpiration*", en se félicitant du travail effectué par ses équipes en 2021, qui ont permis de pousser l'investissement public à un niveau rarement atteint. L'exécution ne sera pas du simple rapportage au sens administratif. Une cellule a été mise en place au sein du SPF BOSA qui sera responsable de l'agrégation des contributions et demandes venant des différentes administrations. L'exécution englobera une série d'autres tâches, en bonne synergie avec les autres ministres et les entités fédérées, avec qui le travail fut efficace dans la définition des objectifs du plan de relance.

Er bestaan bovendien heel wat wettelijke instrumenten om zombiebedrijven te elimineren. De heer Vanbesien voert aan dat België het volgens de Nationale Bank op dat vlak goed doet, maar uit een rapport van de OESO van 2017 en uit recente cijfers van Graydon blijkt dat het aantal zombiebedrijven in ons land erg hoog is en nog toeneemt. Ook in een artikel in *De Tijd* van juni 2021 wordt grote bezorgdheid geuit over de coronasteun die aan zombiebedrijven wordt toegekend. De ECB heeft dat probleem erkend en zich in een studie gebogen over de mate waarin de zombificatie het herstel dreigt te belemmeren. Ook de Nationale Bank wijst op het gevaar voor de groei van onze economie. Mevrouw Houtmeyers toont zich daarom erg bezorgd over de manier waarop de regering de middelen zal besteden.

De heer Dieter Vanbesien (Ecolo-Groen) verduidelijkt dat hij verwees naar de eerste steunmaatregelen die werden toegekend in 2020 tijdens de volledige economische lockdown. Er werden toen criteria opgenomen waardoor bedrijven die al voor de pandemie in moeilijkheden verkeerden geen aanspraak konden maken op steunmaatregelen. Anderhalf jaar later zijn er ongetwijfeld bedrijven die door de pandemie in moeilijkheden zijn gekomen en die wel moeten worden geholpen. De vraag van de Nationale Bank om gericht steun toe te kennen, is begrijpelijk in de huidige context, waarin niet de hele economie stilligt.

B. Antwoorden van de staatssecretaris

De heer Thomas Dermine, staatssecretaris voor Relance en Strategische Investerings, belast met Wetenschapsbeleid, toegevoegd aan de minister van Economie en Werk, verstrekt de leden de onderstaande verduidelijkingen.

Met betrekking tot de vragen van de heer Sander Loones en mevrouw Katrien Houtmeyers (N-VA) citeert hij Winston Churchill, die de volgende woorden sprak: "*Real change is 1 % inspiration and 99 % transpiration*". De staatssecretaris uit zijn tevredenheid over het werk dat zijn teams in 2021 hebben verzet, want daardoor konden de overheidsinvesteringen naar een zelden gezien niveau worden getild. De uitvoering zal meer omvatten dan de loutere administratieve rapportering. Er werd binnen de FOD Beleid en Ondersteuning een cel opgericht die is belast met het verzamelen van de bijdragen en verzoeken van de diverse diensten. De uitvoering zal een aantal andere taken behelzen, waarbij de krachten zullen worden gebundeld met de andere ministers en met de deelstaten. Bij de bepaling van de doelstellingen van het herstelplan werd trouwens al doeltreffend samengewerkt met die instanties.

Il fait observer que le plus grand défi reste la capacité d'absorption, à la suite des pénuries de matières premières ou de talents, notamment sur le marché de la construction.

Sur le monitoring, chacun des projets est découpé entre 2021 et 2026 dans des tranches d'objectifs à atteindre, avec un *reporting* à la Commission européenne prévu tous les 6 mois. Il estime que c'est une façon de fonctionner proche de ce qui se passe dans le privé, permettant de vérifier et de rythmer l'exécution du plan, tant pour les investissements que pour les projets de réformes (verdurisation du parc automobile, mise aux enchères du spectre de la 5G,...). Le secrétaire d'État estime que la crise du COVID-19 sera dans le futur considérée comme une phase qui a permis d'accélérer la construction européenne car la Commission a levé des moyens propres pour les plans de relance et de résilience. Il ajoute que c'est aussi l'objectif d'inclure les projets additionnels dans le même type de méthodologie de suivi, afin d'avoir un *reporting* unifié.

Sur les critères retenus, un certain nombre ont été utilisés, dont celui des rentrées générées à la suite de l'investissement. Sur le plan de la durabilité, tous les projets ont dû passer un test vérifiant qu'ils n'ont pas d'impact sur l'environnement.

Sur les entreprises dites zombies, la vérification est faite par rapport à la solvabilité avant la crise.

— Sur les investissements privés, ils sont très importants pour générer un effet démultiplicateur, à côté du plan d'investissements publics. Les investissements privés ont chuté en 2020 mais ont été importants en 2021, ce qui témoigne d'une confiance retrouvée. Les perspectives sont positives pour 2022 et 2023: le secrétaire d'État croit beaucoup en ce cercle vertueux des investissements privés combinés aux investissements publics.

Sur la révision des critères du Pacte de Stabilité, le ministre des Finances est en charge de défendre la position belge: le secrétaire d'État est associé aux discussions. Il explique que les positions sont fort différentes au sein des pays de l'Union Européenne mais qu'une position de consensus existe au sein du gouvernement belge, visant à immuniser un certain nombre d'investissements verts pour les sortir des déficits limités à 3 %. Il ajoute que la Commission a avancé sur une taxonomie des investissements durables.

De staatssecretaris merkt op dat de opnamecapaciteit de grootste uitdaging zal vormen, wegens het tekort aan grondstoffen of vaardigheden, in het bijzonder in de bouwsector.

Wat de monitoring betreft, worden voor elk project van 2021 tot 2026 tussentijdse doelstellingen bepaald, waarbij om de zes maanden moet worden gerapporteerd aan de Europese Commissie. De staatssecretaris geeft aan dat die werkwijze aanleunt bij die van de privésector en het mogelijk maakt toe te zien op de uitvoering van het plan, alsook het tempo ervan aan te sturen, zowel op het vlak van de investeringen als op dat van de hervormingsprojecten (vergroening van het wagenpark, veiling van de 5G-frequenties enzovoort). Volgens de staatssecretaris zal de COVID-19-crisis later worden herinnerd als een tijdperk dat de bespoediging van de Europese integratie mogelijk heeft gemaakt; de Europese Commissie heeft immers uit eigen middelen geput om de plannen voor herstel en veerkracht te financieren. Hij voegt daaraan toe dat het tevens de bedoeling is dat bij follow-up van de bijkomende projecten dezelfde methode wordt toegepast, opdat de verslaggeving eenvormig zou zijn.

Van de in aanmerking genomen criteria werd een aantal aangewend, waaronder de opbrengsten van de investering. Met betrekking tot de duurzaamheid kan worden vermeld dat bij alle projecten werd nagezien of zij geen negatieve impact op het milieu hebben.

Voor de toetsing van de "zombiebedrijven" wordt de situatie vergeleken met de solvabiliteit van het bedrijf vóór de crisis.

De privéinvesteringen zijn heel belangrijk omdat zij een hefboomeffect creëren, bovenop het plan voor overheidsinvesteringen. De privéinvesteringen zijn in 2020 sterk gedaald, maar trokken sterk aan in 2021; dat wijst erop dat het vertrouwen terug is. De vooruitzichten voor 2022 en 2023 zijn positief, en de staatssecretaris gelooft sterk in de meerwaarde van privéinvesteringen in combinatie met overheidsinvesteringen.

Met betrekking tot de herziening van de criteria van het Stabiliteitspact is de minister van Financiën bevoegd om het Belgisch standpunt te bepleiten; de staatssecretaris wordt wel bij de besprekingen betrokken. De heer Dermine geeft aan dat de standpunten van de EU-lidstaten heel uiteenlopend zijn, maar dat binnen de Belgische regering consensus bestaat over het feit dat een aantal groene investeringen moet worden gevrijwaard en dus niet mogen worden meegeteld bij de berekening het maximumtekort van 3 %. Hij voegt eraan toe dat de Europese Commissie vooruitgang heeft geboekt met betrekking tot een taxonomie voor duurzame investeringen.

À la question de M. P. Prévot, il confirme que dès avril 2022, le *reporting* sera possible par projet, permettant de suivre plus en détails chaque investissement

Sur la question du risque de réduction du montant de soutien du plan, il précise que 70 % du montant initial (5,9 milliards d'euros) est acquis et que les 30 % restants dépendent des paramètres connus lors de l'allocation des fonds, variant en fonction de l'évolution relative du PIB suite à la crise COVID-19. Il ajoute que l'économie belge tient bien le coup car le cadre nécessaire aux fondamentaux de la croissance est stimulant. Pour l'économie belge et les finances publiques, il s'agit d'une bonne nouvelle si les subsides diminuent car la croissance amènera d'autres rentrées. Sur la répartition de cette éventuelle diminution du montant, il appelle à utiliser la même clé d'allocation que celle qui a prévalu lors de la répartition des fonds, à due proportion de la diminution. Il invite chaque entité concernée à combler la différence par des recettes propres.

Sur la question de M. Van Lommel relative aux risques d'inflation, il confirme que ce risque existe et qu'il est concentré sur les produits d'énergie (inflation dite "de rattrapage" et non inflation stable, selon la Banque Centrale européenne). Les inflations sur certaines matières premières et le bois tendent déjà à diminuer. Selon le secrétaire d'État, même si l'inflation devait remonter, au vu des taux d'intérêts bas existants depuis 5 ans, toutes les agences de dettes ont rééchélonné les dettes, avec une durée moyenne de 10 à 14 ans selon les entités empruntantes, diminuant ainsi les risques.

Beaucoup d'économistes avancent qu'un taux d'endettement de 60 % est supportable: ce même taux sert de référence pour les critères européens du Pacte de Stabilité mais il est fortement remis en cause. A ses yeux, ce qui compte c'est de savoir si le différentiel entre le taux de croissance et le taux d'intérêt réel est positif. Aujourd'hui, le taux de croissance est élevé alors que les taux d'intérêts restent très faibles. C'est une situation qui est l'inverse de l'effet boule de neige: la charge d'intérêt n'augmente pas et l'inflation à court terme aura un effet d'érosion sur le stock de dettes. La crainte d'un emballement du remboursement de la dette est infondée. L'intervenant est par contre attentif à la pénurie de main d'œuvre sur le marché de la construction. Face aux défis de la transition, il souligne que le rythme des investissements peut être plus élevé: la Belgique atteindra 3,5 % en 2024 mais il aimerait que ce rythme soit plus soutenu, à côté des changements

Op de vraag van de heer Patrick Prévot antwoordt de staatssecretaris dat vanaf april 2022 verslag zal kunnen worden uitgebracht per project, waardoor de follow-up van elke investering meer in detail zal kunnen gebeuren.

Wat de mogelijke vermindering van het steunbedrag voor het plan betreft, geeft de staatssecretaris aan dat 70 % van het initiële bedrag (5,9 miljard euro) verworven is en dat de overige 30 % afhangt van de bij de toewijzing van de fondsen bekende parameters, die variëren naargelang van de relatieve ontwikkeling van het bbp ten gevolge van de COVID-19-crisis. Hij voegt daaraan toe dat de Belgische economie het goed doet, want ons land beschikt over een raamwerk waarbinnen de groei kan gedijen. De vermindering van de subsidies zou goed nieuws zijn voor de Belgische economie en de Belgische overheidsfinanciën, aangezien de economische groei voor andere ontvangsten zal zorgen. Met het oog op de verdeling van dat eventueel verminderde bedrag roept de staatssecretaris ertoe op dezelfde verdeelsleutel te gebruiken als bij de toewijzing van de fondsen, en de vermindering dus naar rato toe te passen. Hij spoort elke betrokken entiteit ertoe aan het verschil met eigen middelen bij te passen.

Naar aanleiding van de vraag van de heer Van Lommel aangaande het inflatierisico bevestigt de staatssecretaris dat dit risico bestaat en dat het voornamelijk de energieproducten betreft (volgens de Europese Centrale Bank zou het om een "inhaalinflatie" gaan, dus niet om blijvende inflatie). De inflatie inzake bepaalde grondstoffen en hout neemt al af. De staatssecretaris stelt dat alle agentschappen voor de schuld de schulden hebben herschikt wegens de lage interesten van de jongste vijf jaar. De looptijd bedraagt nu gemiddeld 10 tot 14 jaar, afhankelijk van de lenende entiteit. Zulks verlaagt het risico, zelfs indien de inflatie zou toenemen.

Veel economen voeren aan dat een schuldratio van 60 % te dulden valt: die schuldgraad geldt ook als referentie voor de Europese criteria van het Stabiliteitspact, maar hij staat ernstig ter discussie. Volgens hem is de hamvraag of het verschil tussen het groeipercentage en de reële interestvoet positief is. Vandaag is het groeipercentage hoog, terwijl de interestvoeten laag blijven. Hier speelt een omgekeerd sneeuwbaaleffect: de interestlast stijgt niet en de kortetermijninflatie zal de openstaande schuld doen afkalven. De vrees voor een versnelde terugbetaling van de schuld is ongegrond. Het tekort aan arbeidskrachten in de bouwsector verontrust de staatssecretaris daarentegen wel. Gelet op de uitdagingen die met de transitie gepaard gaan, benadrukt hij dat het investeringstempo hoger zou kunnen liggen: België zal in 2024 3,5 % halen, maar hij zou liever een steviger groeitempo zien, in combinatie met individuele gedragsveranderingen. De staatssecretaris herinnert

de comportements individuels. Il rappelle que dans les années 60, dans la période du “paradigme pétrole”, le taux d’investissement atteignait 6 à 7 % du PIB dans les infrastructures. Il estime par ailleurs qu’un plan massif de la Commission européenne verra le jour d’ici 2030 pour faire face aux objectifs de décarbonisation.

Sur la question de Mme Dierick sur les stakeholders, il confirme avoir travaillé pendant l’élaboration du plan avec les partenaires sociaux, le Conseil Central de l’Economie et le Conseil fédéral du développement durable.

À la question de M. D’Amico sur le pourcentage du PIB d’investissements à atteindre, il rappelle que l’objectif est d’arriver à 3,5 % en 2024, selon les projections du Bureau du Plan. Sur l’hydrogène vert, des investissements sont prévus à différents niveaux de la chaîne (infrastructures pour transporter l’hydrogène) dans les secteurs de la sidérurgie, du verre ciment ou de la chaux mais aussi sur des premiers projets d’application industrielle (aéronautique, transport naval,...).

Sur l’estimation des besoins, il aimerait pouvoir le faire mais concède que le calcul n’est pas aisé.

Sur la SFPI, quand elle prend des participations dans des entreprises privées, le secrétaire d’État confirme que c’est bien l’État qui en est actionnaire.

Sur le suivi, il explique que la même règle sera appliquée: ce ne sont pas des documents de travail qui seront discutés en commission mais ceux qui font l’objet d’un accord au sein du gouvernement.

À la question de Mme Verhelst sur le degré d’investissements publics, l’objectif n’est pas de créer une nouvelle structure administrative à côté de celles existantes mais de travailler au sein du Conseil Supérieur des Finances, en ayant un sous-ensemble dédié avec des objectifs autour des investissements publics.

À la question de Mme Depraetere sur le reporting auprès de l’Union européenne, il précise que le suivi sera biennuel, comme demandé par la commission européenne.

À la question de M. Maxime Prévot sur les inondations, il répond qu’elle sort du spectre des investissements publics, même si deux exceptions ont été demandées auprès de la Commission européenne: sur l’ajustement de certaines étapes pour éviter une surchauffe dans le domaine de la construction et sur la concentration des moyens à court terme sur certaines zones sinistrées,

eraan dat het investeringspeil voor infrastructuur in de jaren 1960, in het tijdperk van het “olieparadigma”, 6 tot 7 % van het bbp bedroeg. Voorts stipt hij aan dat de Europese Commissie tegen 2030 met een grootschalig plan komt om een koolstofvrije economie tot stand te brengen.

Op de vraag van mevrouw Dierick over de *stakeholders* antwoordt hij dat hij voor de opmaak van het plan heeft samengewerkt met de sociale partners, de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven en de Federale Raad voor Duurzame Ontwikkeling.

Op de vraag van de heer D’Amico over het na te streven bbp-percentages aan investeringen herinnert hij eraan dat het doel op 3,5 % in 2024 ligt, overeenkomstig de prognoses van het Planbureau. In verband met groene waterstof worden investeringen in uitzicht gesteld op meerdere niveaus van de keten (infrastructuur voor waterstoftransport), in de staal-, glas-, cement- en kalksector, maar ook voor eerste projecten met een industriële toepassing (luchtvaart, transport over zee enzovoort).

De raming van de behoeften zou de staatssecretaris wel willen geven, maar hij moet toegeven dat de berekening ter zake niet makkelijk is.

In verband met de FPIM en de eventuele participaties ervan in privéondernemingen bevestigt de staatssecretaris dat wel degelijk de Staat aandeelhouder ervan is.

Aangaande de follow-up geeft hij aan dat dezelfde regel van toepassing zal zijn: in commissie zullen geen werkdocumenten worden besproken, maar de documenten waarover binnen de regering een akkoord bestaat.

Wat de vraag van mevrouw Verhelst over de openbare investeringsgraad betreft, is het niet de bedoeling naast de bestaande structuren nog een bijkomende administratieve structuur op te richten, maar te werken via de Hoge Raad van Financiën, met een specifieke afdeling voor doelstellingen inzake openbare investeringen.

Op de vraag van mevrouw Depraetere over de *reporting* bij de Europese Unie stipt de staatssecretaris aan dat het om een halfjaarlijkse opvolging gaat, zoals gevraagd door de Europese Commissie.

Op de vraag van de heer Maxime Prévot over de overstromingen antwoordt hij dat dit buiten het spectrum van de openbare investeringen valt, al is bij de Europese Commissie verzocht om twee uitzonderingen, met name inzake de aanpassing van bepaalde stappen om oververhitting in de bouwsector te voorkomen, alsook inzake het toespitsen van middelen op korte termijn

comme des infrastructures scolaires, sportives, culturelles ou de mobilité.

Sur la dégradation des investissements publics, le secrétaire d'État s'évertue à corriger cette trajectoire: il estime que c'est le rôle de la jeune génération de décideurs de se préparer à la transition durable.

Sur la liquidation des montants, elle se fera en fonction des étapes fixés par le plan, selon des critères définis par la Commission européenne.

Sur le prétendu saupoudrage, le secrétaire d'État rappelle que le plan fédéral de relance et de résilience a été rédigé après une très large concertation, tant sur les bancs patronaux, syndicaux et associatifs, en tenant compte de timings serrés. Sur la partie relevant d'autres entités, il ne peut pas répondre.

C. RÉPLIQUES

Mme Katrien Houtmeyers (N-VA) remercie le secrétaire d'État pour ses réponses détaillées. L'intervenante attend toutefois toujours une réponse à la question suivante: quels sont les points d'attention concernant les 20 % du rapport informel qui doivent encore être discutés avec la Commission européenne et les gouvernements régionaux?

En ce qui concerne les investissements privés, le secrétaire d'État affirme que la confiance est élevée et que la demande augmentera dès lors. Selon Mme Houtmeyers, ce n'est pas tellement la demande qui posera problème. L'intervenante voit en revanche un problème du côté de l'offre: coûts de transport, pression sur les matières premières, marché du travail problématique. L'intervenante espère sincèrement pouvoir partager l'optimisme du secrétaire d'État. Mais il conviendra de surveiller de près les prévisions à court terme.

M. Patrick Prévot (PS) remercie le secrétaire d'État pour ses réponses complètes et son attitude volontariste lors de l'élaboration de sa politique, dans le cadre de laquelle il recherche un large consensus.

M. Reccino Van Lommel (VB) remercie le secrétaire d'État pour ses réponses détaillées, y compris aux questions des membres de l'opposition.

L'intervenant ne partage pas le point de vue du secrétaire d'État selon lequel la crainte de l'inflation n'est pas fondée dans le futur. L'inflation est actuellement effectivement déclenchée par les prix élevés de l'énergie. La

op bepaalde getroffen gebieden, zoals voor scholen, sporthallen, cultuurzalen of mobiliteitsvoorzieningen.

Over de terugval van de openbare investeringen doet de staatssecretaris zijn best om dit traject bij te sturen: volgens hem is het de taak van de jonge generatie besluitvormers om de duurzame transitie voor te bereiden.

De vereffening van de bedragen zal verlopen volgens de in het plan vastgelegde stappen, overeenkomstig door de Europese Commissie bepaalde criteria.

In verband met de vermeende versnippering herinnert de staatssecretaris eraan dat het federaal plan voor herstel en veerkracht tot stand is gekomen na zeer breed overleg, bij zowel werkgevers als vakbonden en middenveld, volgens strakke deadlines. Voor het gedeelte waarvoor andere entiteiten bevoegd zijn, kan hij geen antwoorden aanreiken.

C. REPLIEKEN

Mevrouw Katrien Houtmeyers (N-VA) dankt de staatssecretaris voor de uitgebreide antwoorden. Op één vraag verwacht de spreker echter nog een antwoord: wat zijn de aandachtspunten over de 20 % in het informeel rapport die nog met de Europese Commissie en met de gewestelijke regeringen moeten worden doorgesproken?

Wat de private investeringen betreft, stelt de staatssecretaris dat het vertrouwen hoog is en dat de vraag dan ook zal stijgen. Dit zal volgens mevrouw Houtmeyers echter niet zozeer het probleem zijn. Maar aan de aanbodzijde ziet de spreker echter wel een probleem: de transportkosten, druk op de grondstoffen, problematische arbeidsmarkt. De spreker hoopt oprecht dat zij het optimisme van de staatssecretaris zal kunnen delen. De kortetermijnprognoses zullen echter nauw moeten worden opgevolgd.

De heer Patrick Prévot (PS) dankt de staatssecretaris voor de volledige antwoorden en zijn voluntaristische houding bij het uitwerken van zijn beleid, waarbij hij streeft naar een brede consensus.

De heer Reccino Van Lommel (VB) dankt de staatssecretaris voor zijn uitgebreide antwoorden, ook op de vragen van de leden van de oppositie.

De stelling van de staatssecretaris dat de vrees voor inflatie naar de toekomst toe ongegrond is, wordt niet gedeeld door de spreker. De inflatie wordt momenteel inderdaad getriggerd door de hoge energieprijzen. De

référence à l'inflation de rattrapage est exacte, mais en examinant la chaîne d'approvisionnement de la matière première au consommateur, le membre constate néanmoins des retards dans ce mouvement de rattrapage. Les fournisseurs de matières premières répercutent l'augmentation de prix sur leurs clients, ces clients n'osent pas la répercuter entièrement sur leurs clients, etc. Mais si l'inflation perdure à la base et que les prix des matières premières continuent à augmenter, cela entraînera des hausses générales de prix, qui seront finalement répercutées sur le consommateur. Cette tendance a toutefois déjà été observée au cours des six derniers mois. De plus en plus d'entreprises décident de procéder à des augmentations de prix, ce qui aura en fin de compte un impact sur les prix pour l'utilisateur final. On sait que les salaires augmenteront à partir de janvier 2022, ce qui suscite l'inquiétude des employeurs. M. Van Lommel met dès lors en garde contre une spirale des salaires et des prix, qui ne doit pas être sous-estimée. La vigilance est donc de mise.

L'intervenant souscrit à l'affirmation du secrétaire d'État selon laquelle les taux d'intérêt resteront à peu près stables jusqu'en 2023, comme l'a également indiqué la BCE. Mais la faiblesse des taux présente également l'avantage de ne pas augmenter le coût du financement de la dette publique pendant cette période. Certains signes, notamment en provenance des États-Unis, indiquent toutefois qu'il ne sera peut-être plus possible de maintenir les faibles taux d'intérêt pendant longtemps. M. Van Lommel conseille dès lors au Secrétaire d'État de ne pas se limiter au contexte européen, mais de regarder aussi ce qui se passe dans d'autres parties du monde, par exemple en Asie et en Amérique. À cet égard, l'intervenant cite l'exemple de la production automobile. Si l'on commande aujourd'hui une voiture électrique produite en Europe, le délai de livraison est de 1 an à 1,5 an. En revanche, une voiture électrique produite en Chine peut déjà être livrée après 3 mois. Il en va de même pour les voitures électriques produites aux États-Unis ou au Mexique. Cette situation préoccupe l'intervenant.

Les prix des conteneurs ont connu une forte hausse ces derniers mois. Aujourd'hui, on constate une stabilisation. Mais les prix du bois sont toujours surévalués de 150 % par rapport à ce qu'ils devraient en fait être.

En ce qui concerne le secteur de la construction, M. Van Lommel constate que les demandes se succèdent tellement rapidement que les entrepreneurs ne peuvent pas toutes les traiter. Les carnets de commandes pour l'année prochaine sont pleins. Les délais d'attente sont très longs. Cela ne présage rien de bon. Ce phénomène se traduira également par une hausse des prix. Il s'agit en effet également d'une question d'offre et de

verwijzing naar de inhaalinflatie is juist, maar bij nazicht van de *supply chain* – keten van de grondstof tot de consument –, stelt het lid toch vertragingen vast. De grondstoffenleveranciers rekenen de hogere prijs door aan hun klanten, de klanten durven het niet volledig doorrekenen aan hun klanten enzovoort. Maar als de inflatie aan de basis blijft duren en de grondstoffenprijzen blijven stijgen, dan zullen er algemene prijsverhogingen komen, die uiteindelijk aan de consument zullen worden doorgerekend. De jongste zes maanden stelt men deze tendens toch reeds vast. Meer en meer bedrijven beslissen prijsverhogingen door te voeren. Uiteindelijk zal dit gevolgen hebben voor de prijzen voor de eindgebruiker. Het is bekend dat vanaf januari 2022 de lonen zullen stijgen, wat tot bezorgdheid leidt bij de werkgevers. De heer van Lommel waarschuwt dan ook voor een loon-prijsspiraal die niet te onderschatten is. Waakzaamheid is dan ook geboden.

De verklaring van de staatssecretaris dat de rentevoeten ongeveer stabiel zullen blijven tot 2023, zo stelde ook de ECB, neemt de spreker aan. Maar dit heeft ook het voordeel dat de staatsschuld in deze periode niet duurder zal worden. Maar er komen toch signalen, onder meer vanuit de Verenigde Staten, dat het handhaven van de lage rentevoeten wellicht niet lang meer mogelijk is. De heer Van Lommel beveelt de staatssecretaris dan ook aan niet enkel te kijken naar de Europese context, maar ook te kijken naar wat er in de andere werelddelen gebeurt, zoals Azië en Amerika. In dit verband verwijst de spreker naar het voorbeeld van de autoproductie. Indien men vandaag een elektrische wagen bestelt die in Europa wordt gebouwd, dan is de levertermijn van 1 tot 1,5 jaar. Een elektrische wagen, geproduceerd in China, kan echter reeds na 3 maanden worden geleverd. Hetzelfde geldt voor elektrische wagens, geproduceerd in de Verenigde Staten of in Mexico. Deze situatie maakt de spreker bezorgd.

De containerprijzen zijn de laatste maanden enorm gestegen. Vandaag stelt men een stabilisering vast. Maar de houtprijzen zijn vandaag nog steeds 150 % overgewaardeerd ten opzichte van wat het eigenlijk zou moeten zijn.

Wat de bouwsector betreft, stelt de heer Van Lommel vast dat de aanvragen elkaar zo snel opvolgen dat de aannemers de vragen niet allemaal behandeld krijgen. De orderboeken voor volgend jaar zijn volgeboekt. De wachttijden zijn zeer lang. Dit is een teken aan de wand. Ook dit fenomeen zal worden gekenmerkt door stijgende prijzen. Het is immers ook een kwestie van

demande. Il s'ensuit que tout ne fera qu'augmenter pour le consommateur.

En d'autres termes, même une inflation temporaire, combinée à des indexations salariales, qui sont à leur tour répercutées, inquiète l'intervenant, d'autant plus que cette tendance est également observée dans le secteur de la construction.

Les investissements publics annoncés par le secrétaire d'État sont une bonne chose, car un mouvement de rattrapage est nécessaire. Mais si nous devons tomber dans une spirale inflationniste, même si cette inflation ne concerne que le court terme, il ne faut pas surchauffer encore plus une économie déjà en surchauffe. Cela pourrait en effet renforcer encore davantage l'inflation. L'intervenant craint que des problèmes majeurs ne surviennent si l'inflation perdure.

M. Roberto D'Amico (PVDA-PTB) souhaite encore obtenir une réponse à ses questions sur le commerce électronique. Que fera le secrétaire d'État pour rendre la Belgique attrayante pour les entreprises de commerce électronique?

Le Pacte européen de stabilité et de croissance est principalement défini par les grands États membres de l'UE. Dans quelle mesure la Belgique peut-elle peser pour amener des pays comme la France et l'Allemagne à renoncer à une politique d'austérité trop rigoureuse?

Mme Kathleen Verhelst (Open Vld) remercie le secrétaire d'État pour ses réponses et salue son approche et ses rapports structurés. L'intervenante insiste toutefois pour que le secrétaire d'État fasse rapport rapidement à la commission, de préférence avant mars 2022.

L'intervenante demande également au secrétaire d'État de consacrer encore davantage de temps au dossier de la flexibilité sur le marché du travail. Elle encourage le secrétaire d'État à collaborer dans les meilleurs délais avec le ministre du Travail sur ce dossier.

Mme Verhelst espère qu'elle pourra partager l'optimisme du secrétaire d'État concernant l'inflation. Active dans le secteur de la construction, elle constate surtout pour l'heure une hausse des prix à tous les niveaux. À cet égard, il conviendrait de charger l'Observatoire des prix de réaliser un suivi. En effet, les hausses de prix ne s'expliquent pas toujours par la même cause. Il convient de veiller à ce que la construction reste abordable sur le long terme. Aucun secteur ne peut toutefois se permettre une stagflation.

M. Maxime Prévot (cdH) remercie le secrétaire d'État pour ses réponses et indique partager son analyse

vraag en aanbod. Dit heeft tot gevolg dat alles voor de consument alleen maar duurder wordt.

Met andere woorden, zelfs een tijdelijke inflatie, gecombineerd met loonindexeringen, die op hun beurt worden doorgerekend, het feit dat men dit ook vaststelt in de bouwsector, baart de spreker zorgen.

De door de staatssecretaris aangekondigde overheidsinvesteringen zijn een goede zaak, er is een inhaalbeweging nodig. Maar als we in een inflatiespiraal zouden terechtkomen, ook al is deze inflatie van toepassing op korte termijn, dan mag men de reeds oververhitte economie niet nog meer oververhitten. Dat zou immers de inflatie nog verder in de hand kunnen werken. Als de inflatie blijft duren, dan vreest de spreker dat er grote problemen zullen ontstaan.

De heer Roberto D'Amico (PVDA-PTB) kreeg graag nog een antwoord op zijn vragen met betrekking tot de e-commerce. Wat zal de staatssecretaris doen om België aantrekkelijk te maken voor de e-commercebedrijven?

Het Europees Stabiliteits- en Groeipact wordt voornamelijk bepaald door de grote EU-lidstaten. Welk gewicht kan België in de schaal leggen om landen als Frankrijk en Duitsland te bewegen om een al te strikt besparingsbeleid te verlaten?

Mevrouw Kathleen Verhelst (Open Vld) dankt de staatssecretaris voor zijn antwoorden en looft hem voor zijn gestructureerde aanpak en rapportering. De spreker dringt wel aan op een snelle rapportering aan de commissie, bij voorkeur voor maart 2022.

Ook vraagt de spreker dat de staatssecretaris nog meer tijd zou besteden aan het dossier met betrekking tot de flexibiliteit op de arbeidsmarkt. Zij spoort de staatssecretaris aan in dit dossier met bekwaame spoed samen te werken met de minister van Werk.

Mevrouw Verhelst hoopt dat zij het optimisme van de staatssecretaris zal kunnen delen met betrekking tot de inflatie. Actief zijnde in de bouwsector, ziet zij vandaag toch ook overal prijsstijgingen. In dit verband zou het goed zijn om het Prijzenobservatorium ter zake een monitoring te laten doorvoeren. De prijsstijgingen zijn immers niet altijd door één en dezelfde reden te verklaren. Er moet over gewaakt worden dat bouwen op lange termijn betaalbaar blijft. Geen enkele sector kan zich echter een stagflatie permitteren.

De heer Maxime Prévot (cdH) dankt de staatssecretaris voor zijn antwoorden, en geeft aan de analyse

des perspectives macro-économiques de notre pays. Cependant, l'intervenant se fait quelques soucis concernant les conséquences que ces perspectives pourraient avoir pour le financement européen de la politique de relance de la Belgique. Il est inconcevable que les régions doivent compenser la diminution de la contribution européenne. Compte tenu des conséquences que cela aurait pour la Région wallonne et la Fédération Wallonie-Bruxelles, l'intervenant s'attend à quelques difficultés. Par ailleurs, l'intervenant demande que l'on veille explicitement à ce qu'aucun projet important ne soit compromis. En tout état de cause, il part du principe que chacun veillera à ce les indicateurs tant micro- que macroéconomiques évoluent dans les prochaines années dans la bonne direction.

Alors que le membre se rallie totalement à la méthode de travail du secrétaire d'État pour le déploiement du plan de relance, il indique être toutefois moins enthousiaste à propos des projets sélectionnés par le gouvernement wallon. M. Prévot n'est pas le seul à avoir des réserves et il se réfère à ce sujet aux positions bien connues des partenaires sociaux.

M. Sander Loones (N-VA) remercie lui aussi le secrétaire d'État pour ses réponses. L'intervenant loue la méthode de travail du secrétaire d'État, qui témoigne d'1 % d'inspiration et de 99 % de transpiration. Le secrétaire d'État fait preuve d'une grande implication et d'une grande responsabilité pour chacun des projets introduits par les ministres.

Le secrétaire d'État s'est déclaré préoccupé par la situation du secteur de la construction. Cela signifie-t-il que le secrétaire d'État exécutera non seulement les projets, mais aussi le calendrier des réformes soumis à la Commission européenne? Il faudra déjà rendre des comptes à la Commission européenne sur de nombreux projets en 2022 (*milestones*). L'intervenant s'attend à ce que les points du calendrier des réformes soient intégrés à ce rapportage. Le secrétaire d'État peut-il le confirmer?

Enfin, M. Loones s'étonne que le secrétaire d'État se félicite que la Belgique reçoive jusqu'à 750 millions d'euros de moins du Fonds de relance européen en raison des paramètres macroéconomiques favorables. La Belgique se porterait mieux que les autres États membres de l'UE. Cette dernière affirmation n'est toutefois pas correcte. L'année prochaine, la croissance atteindra 2,6 % en Belgique, ce qui constitue le pourcentage de croissance économique le plus bas de l'ensemble de l'Union européenne. La Belgique est le seul pays des pays les plus endettés dont la dette publique continuera d'augmenter. À l'exception des États baltes, c'est en

van de staatssecretaris over de macro-economische vooruitzichten van ons land te delen. Maar over de gevolgen die dit mogelijk zou hebben voor de Europese financiering van het Belgische relancebeleid, maakt de spreker zich toch wel wat zorgen. Het kan niet dat het de gewesten zullen zijn die de vermindering van de Europese bijdrage dan maar moeten compenseren. Kijkende naar de gevolgen hiervan voor het Waals Gewest en de Federatie Wallonië-Brussel, voorziet de spreker dan toch wel problemen. Voorts vraagt de spreker dat er uitdrukkelijk over zou worden gewaakt dat er daardoor geen relevante projecten in het gedrang komen. In elk geval gaat de spreker ervan uit dat éénieder ernaar zal streven zowel de micro- als de macro-economische indicatoren in de juiste richting te doen evolueren de volgende jaren.

Waar het lid de werkwijze van de staatssecretaris bij de uitrol van het relanceplan volledig onderschrijft, verklaart hij echter minder enthousiast te zijn over de door de Waalse regering geselecteerde projecten. De heer Prévot staat niet alleen met deze bedenking en verwijst in dit verband naar de gekende standpunten van de sociale partners.

Ook de heer Sander Loones (N-VA) dankt van zijn kant de staatssecretaris voor zijn antwoorden. De spreker looft de staatssecretaris voor zijn werkmethode die getuigt van 1 % inspiratie en 99 % transpiratie. De staatssecretaris geeft blijk van een grote betrokkenheid bij en verantwoordelijkheid voor elk van de door de vakministers ingediende plannen.

De staatssecretaris verklaarde bezorgd te zijn over de situatie in de bouwsector. Betekent dit dat de staatssecretaris niet alleen de projecten zal uitvoeren, maar ook de aan de Europese Commissie voorgelegde hervormingsagenda? Over heel wat projecten moet in 2022 reeds worden gerapporteerd aan de Europese Commissie (*milestones*). De spreker rekent erop dat ook de punten van de hervormingsagenda in deze rapportage zal zijn opgenomen. Kan de staatssecretaris dit alsnog bevestigen?

Tot slot verklaart de heer Loones het opmerkelijk te vinden dat de staatssecretaris het uitstekend nieuws vindt dat België tot 750 miljoen euro minder zou ontvangen van het Europese herstellfonds wegens de positieve macro-economische parameters. België zou het beter doen dan de andere Europese lidstaten. Deze laatste stelling is volgens de heer Loones onjuist. Volgend jaar zal de groei in België slechts 2,6 % bedragen, wat het laagste % aan economische groei is van de hele Europese Unie. België is het enige land van de *High Debt Countries* waarvan de staatsschuld verder zal stijgen. Met uitzondering van de Baltische Staten, is de inflatie in

Belgique que l'inflation est la plus élevée. Le déficit budgétaire belge se situe au-delà de 5 %, ce qui est comparable à la situation qui prévaut dans le Sud de l'Europe. Ces pays recevront toutefois plus de moyens du fonds de soutien corona que la Belgique. Les paramètres macroéconomiques de la Belgique sont dans le rouge. Initialement, la Belgique s'est vu attribuer une enveloppe de 5,9 milliards d'euros. C'était déjà trop peu, selon les calculs de la Banque nationale. Une nouvelle diminution des moyens attribués n'est tout simplement pas correcte. Le membre plaide pour une analyse plus approfondie des chiffres. Il se réfère à cet égard aux chiffres récents de la Commission européenne et de la Cour des comptes concernant notre pays: dette publique élevée qui continue d'augmenter, faible croissance économique, etc. Si la Belgique reçoit des centaines de millions d'euros en moins malgré ces chiffres, il conviendra que le secrétaire d'État trouve une bonne explication.

III. — AVIS

La commission émet, par 10 voix contre 6, un avis favorable sur la section 32 – SPF Économie, PME, Classes moyennes et Énergie (*partim*: Relance et Investissements stratégiques) du projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2022.

Résultat du vote nominatif:

Ont voté pour:

Ecolo-Groen: Dieter Vanbesien, Stefaan Van Hecke, Albert Vicaire;

PS: Patrick Prévot, Leslie Leoni, Chanelle Bonaventure;

MR: Florence Reuter;

CD&V: Leen Dierick;

Open Vld: Kathleen Verhelst;

Vooruit: Kris Verduyck.

Ont voté contre:

N-VA: Michael Freilich, Katrien Houtmeyers, Anneleen Van Bossuyt;

VB: Erik Gilissen, Reccino Van Lommel;

PVDA-PTB: Roberto D'Amico.

België het hoogst. Het Belgisch begrotingstekort situeert zich boven de 5 %. Dit is vergelijkbaar met de situatie in Zuid-Europa. Deze landen zullen echter meer middelen krijgen uit het coronasteunfonds en België juist minder. De macro-economische paramaters staan voor België op rood. België kreeg initieel 5,9 miljard euro toegewezen. Dat was reeds te weinig, zo becijferde de Nationale Bank. Een verdere vermindering van de toegewezen middelen is gewoonweg niet correct. Het lid pleit voor een verdere, grondiger analyse van de cijfers. Hij verwijst hiervoor naar de recente cijfers van de Europese Commissie en het Rekenhof voor ons land: hoge overheidsschuld die verder stijgt, lage economische groei enzovoort. Als België met deze cijfers honderden miljoenen minder zal krijgen uit het coronasteunfonds, dan zal de staatssecretaris hiervoor een goede verklaring moeten vinden.

III. — ADVIES

Met 10 tegen 6 stemmen brengt de commissie een gunstig advies uit over sectie 32 – FOD Economie, kmo, Middenstand en Energie (*partim*: Relance en strategische investeringen) van het ontwerp van Algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2022.

De naamstemming is als volgt:

Hebben voorgestemd:

Ecolo-Groen: Dieter Vanbesien, Stefaan Van Hecke, Albert Vicaire;

PS: Patrick Prévot, Leslie Leoni, Chanelle Bonaventure;

MR: Florence Reuter;

CD&V: Leen Dierick;

Open Vld: Kathleen Verhelst;

Vooruit: Kris Verduyck.

Hebben tegengestemd:

N-VA: Michael Freilich, Katrien Houtmeyers, Anneleen Van Bossuyt;

VB: Erik Gilissen, Reccino Van Lommel;

PVDA-PTB: Roberto D'Amico.

Se sont abstenus:

Nihil.

Le rapporteur,

Patrick PRÉVOT

Le président,

Stefaan VAN HECKE

Hebben zich onthouden:

Nihil.

De rapporteur,

Patrick PRÉVOT

De voorzitter,

Stefaan VAN HECKE